

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES SUCCESSIONS AB INTESTAT ET TESTAMENTAIRES

DANS

L'Usance de Saintes et la Coutume de Saintonge

ÉTUDE

Sur l'Origine, l'Etendue d'Application, les Sources
du Droit Saintongeais

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 21 Juin 1900, à 1 heure

PAR

Maurice BURES

Président : M. GLASSON, professeur.

*Suffragants : { M. LEFEBVRE, professeur.
 { M. CHÉNON, professeur.*

PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE THORIN ET FILS

ALBERT FONTEMOING, ÉDITEUR

Libraire des Écoles françaises d'Athènes et de Rome,
du Collège de France, de l'École Normale Supérieure et de la Société des Etudes historiques.

4 rue Le Goff, 4

1900

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux théories émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES SUCCESSIONS AB INTESTAT ET TESTAMENTAIRES

DANS

L'Usance de Saintes et la Coutume de Saintonge

ÉTUDE

Sur l'Origine, l'Etendue d'Application, les Sources
du Droit Saintongeais

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 21 Juin 1900, à 1 heure

PAR

Maurice BURES

Président : M. GLASSON, professeur.

Suffragants : { M. LEFEBVRE, professeur.
 M. CHÉNON, professeur.



PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE THORIN ET FILS

ALBERT FONTEMOING, ÉDITEUR

Libraire des Écoles françaises d'Athènes et de Rome,
du Collège de France, de l'École Normale Supérieure et de la Société des Etudes historiques.

4, rue Le Goff, 4

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Introduction

Sans doute la province dont nous nous proposons d'étudier une partie du droit, occupe dans la carte de France une bien petite place. Jamais, même à une époque où la vie provinciale était intense, la Saintonge n'a eu une importance politique considérable, ni comme telle ou telle province du Nord ou de l'Ouest, prétendu disputer à l'Ile-de-France le premier rôle. Mais en revanche, au point de vue social comme au point de vue juridique, il s'y est passé un phénomène des plus intéressants. C'est dans cette étroite mais fertile vallée de la Charente que s'est opérée la fusion des peuples du Nord et de ceux du Midi.

« Là, dit Reclus dans sa Géographie de la France, finissait la zone de la langue d'oïl qui s'étend maintenant sur la France entière. C'est dans le détroit du Poitou et de l'Angoumois que se portaient alternativement de côté ou d'autre le flux et le reflux des hommes du Nord et du Midi luttant pour la suprématie. Là les Francs encore barbares se heurtèrent contre les Aquitains et les Wisigoths déjà romanisés ; les Chrétiens et les Musulmans y luttèrent pour la domination des Gaules ; les Français du Nord et

les Anglais maîtres de la Guyenne s'y rencontrèrent en une terrible bataille ; plus tard, les Protestants et les Catholiques, les premiers venant surtout du Midi, et les seconds appartenant principalement aux provinces du Nord y eurent leurs plus violents conflits ».

Cette province était en effet la transition naturelle entre le Nord et le Midi. Mieux ici, peut-être qu'en aucune autre partie de la France, nous verrons le conflit plus pacifique de deux législations, inspirées de principes différents : la Coutumière et la Romaine. Nous verrons que le droit Saintongeais est formé d'une fusion des deux, ou mieux peut-être d'une sorte de compromis, de transaction entre les deux, tel ou tel droit dominant ou dominé suivant que l'on va vers le Nord ou vers le Sud.

On a dit que la Charente était la ligne de démarcation entre la France Coutumière au Nord, et la France Romaine au Sud. De prime abord, il peut paraître étonnant que les deux parties d'une si petite province, au point de vue social identique, au point de vue politique et administratif soumises aux mêmes influences, soient juridiquement différentes. Il n'en est pas moins vrai que cette différence existe. Maintenant peut-être n'est-elle pas aussi radicale qu'on a l'habitude de dire. La vérité, c'est que juridiquement, il n'y avait pas de ligne de séparation bien tranchée entre le Nord et le Midi. C'est par une pente insensible que l'on passe de l'un à l'autre. Notre province qui sert de transition, présente des caractères qui peuvent aussi bien la faire classer d'un côté que de l'autre. Ce sera croyons-nous un des intérêts de cette monographie du droit Sain-

tongeais que de *préciser pour la partie Ouest de la France la question des pays de droit écrit et de droit coutumier.*

Nous verrons que les traits caractéristiques de l'un et l'autre droit se rencontrent des deux côtés de la Charente : au Nord comme au Sud on connaît les propres, le retrait lignagier, le droit d'ainesse, et une légitime qui malgré son nom a beaucoup de ressemblance avec la réserve coutumière des Quatre-Quints.

En revanche au Nord comme au Midi les successions y peuvent être testamentaires. L'espèce d'opposition que l'on a coutume de faire entre les deux parties de cette province n'est donc pas absolument exacte. Nous devons cependant faire remarquer dès à présent, et en ceci nous sommes bien de l'avis général, que la partie située au Nord de la Charente est beaucoup moins influencée par le droit Romain que celle située au sud, et même que les principales différences que nous releverons entre elles deux, viennent précisément du droit Romain.

De sorte que par une pente insensible, sans heurt brusque dans les institutions juridiques on peut passer de la coutume du Poitou presque purement coutumière à celle de Bordeaux presque de pur droit écrit.

A ces raisons suffisantes à elles seules, pensons-nous, pour justifier notre choix s'en ajoute un autre qui pour nous être personnelle n'en a pas moins son importance.

La Saintonge est notre pays natal, nous le connaissons bien et la connaissance du présent peut faciliter celle du passé. Nous l'aimons aussi, et non dans le même but, mais avec la même pensée, nous dirions volontiers comme

Maichin, l'un des commentateurs de la Coutume de Saint-Jean-d'Angély, qui écrivait naïvement dans une de ses préfaces :

« Si je n'avais d'autre but que d'acquérir de la gloire, j'aurais sans doute plutôt entrepris de faire des commentaires sur le Code ou sur les Pandectes que sur la coutume d'une petite province. Mais parce que ma patrie m'a toujours été beaucoup chère, j'ai cru que je lui devais consacrer mes premières veilles, et comme elle est le lieu où j'ai reçu l'être et la vie, j'étais aussi obligé d'employer ce que j'ai d'esprit et d'étude pour donner la vraie intelligence de ses lois. »

Dans un travail forcément assez restreint comme celui-ci, nous ne pouvions entreprendre de donner un aperçu général du droit Saintongeais. Devant nous borner, nous avons choisi parmi ses diverses parties, le régime successoral, parce que généralement il se traduit mieux en coutume juridique précise. Cela est important surtout à une époque où le rôle de la famille est très considérable, et où beaucoup de points de droit privé en dépendent entièrement. C'est aussi la partie du droit en France où le présent se relie le mieux au passé. Enfin, le conflit dont nous parlions entre les deux législations Romaine et Coutumière, y est plus apparent qu'ailleurs.

Notre méthode sera celle-ci : Nous exposerons le droit de notre province, lors de la rédaction des Coutumes à une époque où il est relativement facile de le saisir et nous le comparerons à la Coutume de Paris. Puis, allant du connu à l'inconnu, nous essayerons très prudemment de remon-

ter plus loin dans le passé, de rechercher les origines : les vieux actes du temps seront nos guides ordinaires.

Nous avons choisi la Coutume de Paris comme l'étalon auquel nous comparerons notre droit. Ce n'est pas que nous soyons absolument persuadé qu'elle ait jamais exprimé le droit commun coutumier. L'affirmative était trop controversée, même au XVII^e Siècle et ce sont surtout les commentateurs de cette coutume qui l'ont soutenue. Mais il s'est trouvé que cette coutume bénéficia de la situation politique de son territoire, qu'elle eût le bonheur d'avoir peut-être les plus nombreux et les plus illustres commentateurs, aussi de nos jours est-elle la mieux connue. Enfin réellement on y retrouve bien les parties essentielles de ce qui constitue le droit Coutumier. Voilà pourquoi ayant besoin d'un point de comparaison absolument fixe, nous avons pris celui-là.

Maintenant y avait-il réellement un ancien droit commun coutumier, un ancien droit français ? N'y avait-il pas plutôt *des anciens droits français*, ce serait assez notre avis. Sans doute, on retrouve entre eux beaucoup de points communs, mais aussi souvent quelles divergences ! Et alors pourquoi dire que l'un plus que l'autre est le représentant du vieux droit français. Ce serait manquer à notre méthode essentiellement positive que d'entrer dans la discussion de cette question. Son intérêt du reste a bien diminué aujourd'hui.

La division de notre étude sera celle-ci :

Dans un premier chapitre nous déterminerons l'étendue du territoire de la Saintonge, ses divisions administratives

et judiciaires en un mot l'étendue d'application de son droit. Nous énumérerons les diverses sources auxquelles nous en référerons dans nos explications.

Le deuxième chapitre sera consacré aux successions *ab intestat*.

Le troisième aux successions testamentaires et aux donations.

Enfin, dans le chapitre quatrième, après avoir isolé les éléments essentiels du droit saintongeais, nous essayerons d'en déterminer les origines, de les rattacher aux droits des provinces voisines.

Nous verrons si les influences romaines et purement coutumières pour avoir été principales sont les seules dont il faille tenir compte dans cette étude, si elles permettent d'expliquer certaines particularités de notre droit, où s'il ne faut pas faire appel à un autre facteur, au milieu social représenté par l'élément celtique qui a été le fond dominant de la population en Saintonge et qu'ont transformé d'abord le lieu lui-même, puis les diverses conquêtes dont ce pays a été l'objet.

CHAPITRE PREMIER

**La Saintonge. — Sa situation géographique. —
Etendue d'application et sources de son droit.**

Géographiquement l'ancienne province de Saintonge comprenait à peu près le département actuel de la Charente-Inférieure (l'Aunis excepté : la Rochelle et une bande de terre autour de cette ville) ; elle comprenait aussi une partie du département de la Charente, la partie dite des Terres-Chaudes, Cognac, Jarnac, Châteauneuf, en un mot la partie de la vallée de la Charente où la culture de la vigne était dominante et avait amené un type social très distinct de ceux qui l'entouraient.

Il est nécessaire que nous esquissons rapidement son histoire. Cela nous évitera des redites dans le cours de cette étude en nous fournissant dès à présent les renseignements qui nous seront nécessaires pour nos explications.

Les documents que nous possédons sur la Saintonge remontent à une époque assez reculée, Marcien d'Héraclée,

Strabon, Ptolémée d'Alexandrie parlent des Santons « *quorum urbs Mediolanum ad mare posita juxta Garumnam fluvium* ».

Il est difficile, nous le reconnaissons d'après leurs témoignages souvent contradictoires, de déterminer soit la position de leur capitale soit même l'étendue de leur territoire, Au reste cela présente pour nous un intérêt secondaire. Il nous suffit de savoir qu'ils occupaient approximativement le territoire actuel de la Saintonge puisque, disent ces historiens, ils étaient bornés au Nord par les Pictons (Poitevins) à l'Est par les Petrocorii (Périgourdain) à l'Ouest par la mer. César précise ces renseignements principalement sur leur origine. Ils appartiendraient à la Race Celtique et ce serait ici et dans la Vallée de la Loire qu'ils se seraient conservés le plus pur de tout mélange avec les Belges au Nord et les Ibères au Midi. Les travaux contemporains ont confirmé ces données dont l'importance nous paraît considérable : Il en résulte que les Celtes forment le fonds de la population que ne feront que modifier les différentes influences qui se succéderont dans ce pays.

Il est donc très important de préciser les caractères sociaux de ces peuples aussi exactement que possible. Nous disons les caractères sociaux, car en effet les caractères juridiques n'en sont pas distincts ou du moins nous n'avons sur eux aucun document. Tandis que les autres peuplades Indo-Germaniques à leur arrivée en Europe, étaient parvenus à un degré de civilisation telle que beaucoup avaient des coutumes rédigées, ou du moins sur le point de l'être, un droit rudimentaire, c'est possible mais

distinct des simples mœurs, il n'en était pas de même des Celtes sur le droit desquels on est à peu près réduit à de simples conjectures.

On s'accorde à reconnaître qu'ils faisaient partie du grand groupe des peuples Indo-Européens. Mais qu'ils se détachèrent du rameau central un peu avant le formidable mouvement que l'on a appelé les Grandes Invasions.

Le trait caractéristique de ces peuples est d'appartenir à la formation patriarcale : ce sont des réunions de familles plus ou moins étendues sous la réunion d'un chef, d'un patriarche. Ils tirent leurs principaux moyens d'existence de l'art pastoral. Ils ne connaissent la propriété individuelle que pour les meubles et encore très restreinte, les troupeaux appartenant généralement à la communauté ; quant à la terre elle n'est point appropriée. L'autorité paternelle est très puissante, car seule, elle permet de maintenir le bon ordre au sein de ces familles nombreuses. L'incapacité des jeunes gens faute de capitaux, de propriétés particulières, et de s'établir séparément. leur impossibilité d'abandonner le groupe, facilite cette obéissance et les maintient dans une étroite dépendance. Ensuite, sous la pression de la nécessité, quand pour nourrir des familles plus nombreuses, ces peuples doivent demander à la terre, des ressources plus abondantes, sous forme de culture, la tribu se fixe, et la propriété lui appartient, les différentes familles n'ayant en général qu'un droit de jouissance.

La route suivie par les Celtes modifia ces caractères généraux, en effet lors de leur établissement en Gaule, ils présentent certains traits différents. Le groupement se fait

par *clans* au lieu de se faire par familles, dans la route les communautés se sont rompues, dispersées, et les divers éléments familiaux, au lieu d'obéir à un chef pris dans leur sein, obéissent à un chef extérieur ; à l'autorité du chef de famille s'est substituée l'autorité politique du chef de clans. Les divers membres d'une même famille peuvent appartenir à des partis différents. César nous décrit, avec son exactitude habituelle, le fonctionnement de ces clans. A leur tête se trouvait un homme « *nobilis* », c'est à-dire riche, habile et ambitieux ; il était jeune aussi, car il devait être prêt à toutes les campagnes, à toutes les expéditions. Il groupait autour de lui une série de gens qui suivaient sa fortune, quelques-uns jusqu'à la mort. Il y avait d'abord ses *Gentiles*, c'est-à-dire ses parents, ceux qui lui étaient unis par les liens du sang, puis ses *devoti* et ses *ambacti* les vrais fidèles que de puissants serments attachaient à lui, les *obsæcati*, ses débiteurs, enfin les *clientes*. Ces derniers formaient la masse flottante du peuple, allant de l'un à l'autre suivant la popularité du jour, composant la véritable majorité et dont le déplacement élevait ou abaissait les chefs. César nous montre leurs incessantes rivalités qui s'exerçaient au sein même des familles, ici c'est le gendre armé contre son beau-père, là le fils contre le père.

Au point de vue politique ce qui résulte d'un tel état social ce sont des guerres civiles continuelles, où le parti le plus faible ne craint pas d'appeler l'étranger à son secours préférant son joug à celui du clan adverse, des expéditions fréquentes contre les peuples voisins pour maintenir les

fidèles en alerte et par le butin s'attirer une nombreuse clientèle.

Au point de vue de la propriété c'est la communauté du clan substituée à celle de la famille. Il devient propriétaire de tout ce qui peut être exploité en commun : prairies et forêts, tandis que les terres cultivées appartiennent en propre à chaque famille.

Au point de vue familial, c'est la désorganisation des grandes communautés, la désorganisation même des familles où l'autorité paternelle cesse de dominer, où l'ordre pour ne pas dire le désordre ne dépend plus que de l'organisme supérieur du clan. Les avantages de la guerre, les facilités d'établissement que nous allons étudier permettent aux fils de s'établir séparément et de bonne heure, les communautés de famille puissantes que présentent certains peuples Germains à leur arrivée en Europe, n'existent plus.

Les effets du travail viennent accentuer les tendances du clan. César nous apprend aussi que ces Celtes avaient l'habitude de s'établir à proximité des fleuves et des forêts, sur les coteaux par conséquent : « *Plerumque silvarum ac fluminum petunt propinquitatus.* » Leur situation en effet leur permet de tenir la prairie où paissent leurs troupeaux de l'espèce bovine ou chevaline ; sur le coteau généralement peu boisé ils font de la culture tandis que la forêt leur fournit le bois pour leurs habitations et la glandée pour leurs porcs dont ils ont d'importants troupeaux.

En Saintonge, les conditions du lieu rendirent leur établissement très facile ; mais ils les poussèrent aussi rapi-

dement dans le sens de la culture. En effet, la vallée de la Charente, par laquelle ils étaient venus, ne leur permit pas de continuer longtemps leur vie pastorale : l'herbe n'y est pas abondante surtout l'été, et, d'un autre côté, les petits coteaux qui la bordent n'étant pas très boisés, ne pouvaient, par conséquent, fournir une glandée bien abondante. En revanche, ils étaient faciles à défricher, aussi, la culture devint-elle vite l'élément principal du moyen d'existence de nos gens...

Quand César conquiert la Gaule les pays des Santons a la réputation d'être très peuplé et très bien cultivé. Un important commerce de blé ne tarde pas à s'établir entre lui et Rome. Mais les Romains importent la vigne, et cette culture ne tarde pas à prendre une grande extension. Quand Saint Eutrope, le premier évêque de Saintes, vient pour convertir cette ville les coteaux d'alentour sont déjà couverts de vignes, et le Saint ne peut retenir son admiration : « en entrant dans la ville qu'on appelle Saintes et en la voyant très bien enfermée dans ses remparts antiques, ornée de tours élevées, regorgeant de toutes sortes de ressources, riche en prés et en vignes (1). »

Les résultats de cette culture de céréales et de vignes furent d'accentuer encore la désorganisation des communautés familiales par la facilité qu'elles procuraient à chaque membre de la famille arrivé à un certain âge de

(1) Cum urbem quae Xantona dicitur intraret, eam que videret, muris antiquis optime captam, excellis turribus decoratam, cunctis felicitibus affluentem, prateis ac vineis uberrimam... Acta sanctorum apostolorum... Bolland, t. III, p. 733.

se créer un foyer séparé. En même temps elle amenait une division très grande du sol pour les terres cultivées, division qui s'accroît d'âge en âge pour arriver au morcellement extrême de l'époque actuelle qui fait des coteaux de la Charente avec ceux des bords du Rhin les terres les plus divisées peut-être du monde, tandis au contraire que l'herbe continuera à être exploitée en commun et que cette copropriété des membres du clan se maintiendra si bien qu'à l'heure actuelle presque toutes les prairies de la Vallée de la Charente sont soumises au droit de vaine pâture.

En dernière analyse donc les Celtes de notre pays nous apparaissent à l'époque de César comme des gens chez qui l'ancienne co-propriété familiale n'existe plus, chaque famille s'est établie séparément, sans cesser cependant d'avoir à cause de l'herbe qui est encore exploitée en commun, de puissants sentiments communautaires de devoirs de famille.

Nous pouvons maintenant étudier les diverses influences qui vont se succéder dans ce pays. La première et la plus importante va être celle des Romains, Il est assez difficile d'en préciser les effets, mais nous inclinerions à croire qu'ils furent moins importants qu'on n'a l'habitude de le dire souvent. Sans doute Rome créa une civilisation nouvelle, elle envoya ses soldats, ses fonctionnaires et quelques grands propriétaires plus urbains que ruraux, si on en juge par leur train de vie si bien décrit par Fustel de Coulonges. Ils durent du reste être ici bien moins nombreux que dans le Midi et le Centre de la France, car la Saintonge était déjà très peuplée et très bien cultivée ; il n'y avait pas de ces immenses étendues incultes, de ces saltus

décrit par Julien Frontin, dont le propriétaire à cheval ne pouvait faire le tour en un jour. Les Romains étaient tolérants envers les vaincus, respectant leurs usages : ici il n'y avait point de coutumes écrites qu'ils pussent proscrire et quant à celle résultant de l'état social lui-même, c'est une chose qui dépasse les forces d'un conquérant.

Du reste cette influence s'exerça très inégalement sur les diverses parties de ce pays. Il est probable que la partie Nord y échappa en particulier. Il y a à ceci d'abord des raisons géographiques. A cette époque, l'aspect physique de la Saintonge était tout différent de celui d'aujourd'hui : la mer creusait de larges estuaires aux endroits où se jettent maintenant la Sèvre et la Charente.

Elle remontait au loin dans les terres, et les traditions veulent qu'elle ait jadis baigné la ville de Niort. En tout cas les places qu'occupent aujourd'hui Marennes et La Rochelle n'étaient que de longues pointes crayeuses entourées de marécages insalubres, que d'incessants alluvions ont aujourd'hui comblés et transformés en prairies fertiles, mais qui à cette époque devaient peu tenter le conquérant.

C'est l'avis de Massiou, un des historiens de la Saintonge, qui donne à l'appui de son opinion certaines raisons assez probantes : La grande voie romaine traversait la Saintonge de l'est à l'ouest laissant par conséquent de côté presque toute la partie nord-Ouest. L'île de Ré qui est justement en face cette partie-là, n'est pas mentionnée par les auteurs latins tandis qu'ils parlent au contraire très souvent de sa voisine l'île d'Oléron dont les « *lepusculi* » au dire d'Ausone étaient fort goûtés à Rome et avaient

même l'honneur de paraître sur la table des Césars. Enfin au point de vue juridique et c'est à la fois un argument et une explication, ce serait la raison pour laquelle cette partie de notre province présente beaucoup moins de caractères empruntés au Droit romain. Aussi, résumant en quelques mots cette influence romaine, dirions-nous volontiers de notre province ce que notre éminent maître, M. Glasson, dit de la Gaule: « ... La Gaule était définitivement romaine et catholique. Mais par le sang elle restait celtique. Les romains ne vinrent s'établir qu'en petit nombre comme marchands, financiers, fonctionnaires ou colons, la plupart retournant en Italie après avoir fait fortune ou terminé leur administration. L'immense majorité de la nation demeure donc gauloise. »

Mais avec la conquête romaine, les vicissitudes de cette province ne font que commencer. Les Barbares se mettent en mouvement : ce sont les Wisigoths d'abord. Leur domination fut assez douce. Ils mirent garnison dans quelques villes de Saintonge, mais leur siège principal était plus avant dans le Midi. Ils étaient aussi à leur arrivée à moitié romanisés, aussi leur domination n'eut-elle pas grande influence. Ils durent simplement se contenter de se substituer aux propriétaires romains dont ils avaient pris en partie les mœurs et les lois si on en juge par ces paroles du chef goth Ataulph rapportées par Orose : « Dans ma jeunesse, aurait dit Ataulph, j'avais soif de détruire le nom romain et de mettre à la place un empire Goth ; mais l'expérience m'a appris que les Goths ne savaient pas obéir aux lois et que sans lois, il n'y a pas d'Etat. Alors je me suis donné pour

but de fortifier le nom romain avec la force des Goths et j'ai mis ma gloire à être appelé le restaurateur de l'empire romain ».

Leur domination fut du reste bien éphémère. Clovis fait déjà de rapides progrès dans le Nord et commence ses expéditions « trans Ligerim » ; il bat les Wisigoths près de Poitiers et disent les vieux chroniqueurs : « Tolosam *Santonas*, et aliquas civitates omnem que terram Aquitanicam subjugavit. » Il se contenta, malgré les termes un peu pompeux de l'historien, de laisser garnison dans les principales villes de ses conquêtes. Bien des batailles devaient être livrées avant que les Francs aient établi leur domination au delà de la Loire. Souvent ils se contentaient de laisser des officiers chargés de percevoir les impôts. Et Massiou peut écrire sans trop d'exagération en parlant des Saintongeais du XIII^e siècle : « Dans la Saintonge méridionale au milieu des plaines que la Charente arrose dans son cours sinueux, s'étaient perpétués sans mélange d'autres races, les fils des anciens *Santons* qui, voués aux paisibles travaux de la vie agricole et pastorale étaient fortement attachés aux coutumes de leurs aïeux » (1).

Il n'en est pas moins vrai cependant que les influences franques ou germaniques vinrent modifier très fortement les vieux usages celtiques, mais pas au point cependant qu'il ne restât aucune différence entre le droit des pays situés au sud de la Loire et ceux situés au Nord. Nous verrons que notre droit présente de grandes ressemblances avec le

(1) Massiou. Histoire de la Saintonge, t. II, p. 12.

droit dérivé des coutumes franques ou germaniques, mais nous verrons aussi qu'il en diffère profondément dans certains cas. Quand nous rencontrerons ces différences et que nous ne pourrions les expliquer ni par l'influence du droit romain, ni par l'influence anglaise, ni par celle du milieu lui-même, nous pourrions sans craindre de nous tromper, affirmer que ces déformations du droit coutumier général ont été amenées par les vieux usages celtiques bien plus persistants et bien plus puissants qu'on n'est porté à se le figurer de prime abord.

Nous ne nous étendrons pas longuement sur les rapports de la Saintonge avec le duché d'Aquitaine dont elle fit longtemps partie. Il ressort bien des récits des historiens qu'à cette époque là, encore, elle garda une sorte d'autonomie, se contentant de payer tribut (il en est sans cesse question et cela se comprend d'un pays industriel et riche comme elle l'était) et évitant autant que possible les aventures où son suzerain méridional eût voulu l'entraîner.

Enfin en 1154 par son mariage avec Eléonore de Guyenne (Aliénor comme on l'appelle ici), Henri Plantagenet la réunit à ses nombreuses possessions de France puis au trône d'Angleterre. L'importance en fut considérable ; cette annexion se plaçait au moment de formation du droit, au moment où les coutumes naissaient, se précisaient. Elle explique des ressemblances entre les droits de toutes les provinces ayant appartenu à ce prince : douaire fixé au $\frac{1}{3}$, le droit de curtesy of england et bien d'autres encore. Mais comme il se trouve que des causes plus profondes justifient nous le verrons ces ressemblances, peut-être

serait-il inexact de les attribuer uniquement à l'influence anglaise.

Enfin en 1451 la Saintonge est réunie au domaine royal et son histoire n'est plus intéressante au point de vue juridique. Elle a subi les influences qui devaient décider de la formation de son droit. Pour pouvoir essayer de faire le départ de ces différentes influences il faut d'abord évidemment connaître ce droit, nous allons l'exposer, mais auparavant il nous paraît utile de donner quelques détails sur l'organisation judiciaire de notre province : les coutumes qui la régissaient, les commentateurs qui les ont étudiées, en un mot les sources de son droit.

Béchet, un de nos auteurs dont nous aurons souvent à parler, répond à la première question :

Judiciairement, l'ancienne sénéchaussée de Saintonge « était divisée en deux sièges, l'un présidial en la ville de Saintes, et l'autre royal en la ville de Saint-Jean-d'Angély, dont les appellations au cas de l'édit ressortissent au présidial. La juridiction du siège de Saint-Jean-d'Angély en son origine comprenait toute la Saintonge du côté du Septentrion jusqu'à la rivière de Charente, mais les terres de Chaniers et de Fontcouverte et autres dépendances de l'évêché de Saintes étant éternuées du siège Royal, il lui fut donné pour récompense quelques juridictions entre mer et Charente, l'on appelle mer, la rivière de Garonne, qui borne la Saintonge du côté du midi, d'autant qu'elle est fort large, qu'elle a son flux et reflux et que son eau est salée. »

La juridiction de Saint-Jean-d'Angély était régie par une coutume rédigée en 1520. Le 17^e jour de janvier, Charles

VIII donna à Romorantin une lettre de commission à ces MM. du Parlement de Bordeaux, pour venir rédiger les coutumes du pays de Saintonge. Et « l'an de grâce 1520 et le 25^e jour du mois de Janvier, nous, Nicolas Boyer, conseiller et président, Geoffroy de la Chassaigne, conseiller, et Thomas de Cousinier, ancien conseiller et avocat général du roy en sa cour de Parlement à Bordeaux, arrivâmes au païs de Saintonge et en la ville de Saint-Jean-d'Angély, pour procéder au fait de certaines commissions à nous, par ledit Seigneur adressée par écrit, arrêter et publier les coutumes dudit païs de Saintonge... Et incontinent nous arriviez et logez au logis où pend pour enseigne le Lion d'Or, envoyâmes quérir les officiers dudit seigneur, audit païs de Saintonge. »

On convoqua les officiers et les praticiens, ces MM. de l'Etat, de l'Eglise, chacun apporta ses « vieux caiers » présenta ses observations et après quelques réunions, le 8 février on publia la coutume.

La partie Sud de notre province eût moins de chance, et ses usances ne connurent jamais l'honneur d'une rédaction officielle. Nous savons cependant qu'on y travailla sous le règne de Charles VIII, « mais nous dit Béchét l'issue n'en fut pas heureuse, car l'ouvrage demeura imparfait. » A quelles causes attribuer cet échec ? Toutes nos recherches sur ce point sont demeurées infructueuses, nous n'avons même pas trouvé des traces de l'ouvrage imparfait dont parle Béchét. « Depuis ce temps-là, comme auparavant, nos pères ont toujours observé une coutume que nous appelons l'Usance de Saintonge entre mer et Charente, qui n'a

jamais été imprimée, et qui tire sa force des rides du temps et de l'Usage. Nous en avons des manuscrits que chacun glose à sa façon et selon son expérience (1). »

Aussi ces usances n'avaient-elles pas force de loi en elles-mêmes. Elles n'étaient observées que dans trois cas :

« Le premier lorsque les parties en demeurent d'accord, le second lorsqu'elle a été confirmée par divers jugements et arrêts, et le dernier après une preuve faite par *notoriété*. La façon d'y procéder et de proposer l'article controversé aux dix plus anciens avocats et à pareil nombre des plus anciens procureurs du siège, lesquels s'étant assemblées et ayant fait leur résolution, rendent leur témoignage unanimement en l'audience publique (2). » C'était donc une espèce d'enquête par turbes, mais avec des témoins choisis et présentant des garanties de capacité toutes particulières. Nous aurons souvent l'occasion de reparler dans le cours de notre travail, de ces notoriétés, qui jouent un rôle très important dans le droit de notre province.

La Coutume de Saint-Jean d'Angély et l'Usance de Saintonge que nous désignerons désormais plus brièvement sous les noms de Coutume et d'Usance sont insérées au Grand Coutumier général de Bourdot de Richebourg, t. IV, 2^e partie sous les noms de Coutume de Xaintonge pour le siège de Saint-Jean d'Angély, et d'Usance de Saintonge pour le ressort de Saintes. Nous n'y trouverons rien de bien d'intéressant, les quelques notes qui sont en bas du

(1) Béchet. Conférence sur l'Usance de Saintes. *passim*.

(2) Id. *ibidem*.

texte et règlent l'étendue d'application des coutumes sont en effet textuellement copiées dans Béchet. Aussi, dans le courant de notre travail, ne nous reporterons-nous pas à ces sources, nous remonterons aux premiers commentateurs de ces coutumes c'est-à-dire pour l'Usance à Béchet et à Dusault, pour la Coutume à Desvignes et à Maichin.

Nous avons d'abord eu l'intention d'étudier un peu plus longuement les sources de notre droit et de consacrer plus d'espace à la biographie de nos Jurisconsultes. Le développement de la partie purement juridique ne nous l'a pas permis. Ce n'est pas au reste que la chose n'eut pas été intéressante. Nos vieux jurisconsultes sont si mal connus et souvent si mal appréciés. Il y aurait un joli chapitre d'histoire sociale à écrire sur eux. Elle pourrait encore aujourd'hui servir de modèle à bien des avocats, à bien des magistrats, la vie de nos Jurisconsultes saintongeais qui se délassaient des fatigues de leur charge par la composition d'ouvrages littéraires ou juridiques. On aurait plaisir à montrer la hauteur et la droiture de leur caractère, l'étendue et la variété de leurs connaissances. On demeure étonné de l'esprit ouvert et accueillant aux nouveautés, de ces gens que l'on croirait perdus, isolés, tout au fond d'une petite province. Au moment où ils écrivent la plupart des commentaires coutumiers ont paru, et tous les grands noms se retrouvent sous leur plume.

Nous nous contenterons de les présenter brièvement eux et leurs œuvres à nos lecteurs.

Le premier par ordre de date et peut-être aussi de mérite est Béchet. Cosme Béchet naquit en 1580 à Saint-

Etienne d'Arvert, petite ville de la côte, non loin de Marennes. A cette époque là les Béchets étaient très nombreux en Saintonge. On en trouve de notaires à Arvert et aussi à Saintes. Cela rend les études sur cette famille particulièrement difficiles.

Certains étaient protestants et nous avons l'acte d'abjuration de l'un d'eux. Le nôtre appartenait certainement à la religion catholique cela ressort de maints passages de son œuvre.

Les biographes sont muets sur sa vie : un examen attentif de son œuvre nous a permis de trouver un passage où il déclare avoir fait ses études au collège de Boncour à Paris. Il eut été intéressant de connaître à la suite de quelles circonstances, si c'était là l'usage chez certaines familles aisées (le père de Béchet était notaire) Cosme Béchet vint à Paris. Y fit-il ses études de droit ? Nous le croirions volontiers, ses titres sont : avocat au Parlement de Paris et au siège présidial de Saintes. Cela expliquerait ainsi en partie l'étendue et la variété de ses connaissances juridiques tant en droit romain qu'en droit coutumier.

En tout cas il revient d'assez bonne heure en Saintonge, et après avoir pendant de longues années exercé avec succès la profession d'avocat où non seulement son talent mais la droiture de son caractère l'avaient fait justement apprécier, il eût l'idée de son commentaire sur l'Usance. Lors des ordonnances de Charles VIII, nous le savons, on avait travaillé mais sans succès à la rédaction de ces Usances. Quelques manuscrits avaient été élaborés et en 1555 un savant avocat saintais nommé Farnoux, avait en

sa possession un commentaire assez étendu qui du reste ne fut jamais imprimé. A sa mort ce commentaire tomba paraît-il entre les mains de Béchet à qui il donna sinon l'idée du moins le plan de son ouvrage. Aujourd'hui ce manuscrit est perdu et il est difficile de savoir, si réellement Bechet lui doit quelque chose.

En 1633 parut le commentaire de « l'Usance de Saintonge colligée des anciens manuscrits, confirmée par quantité de notoriétés et interprétée par les notes et observations sommaires de M. Cosme Bechet, avocat au Parlement, avec deux traités l'un des secondes nocces l'autre du droit de reversion ». Saintes, chez Jean Bichon.

L'ouvrage est un succès considérable. On ne ménagea point à l'auteur les éloges en vers comme en prose. Nous citerons à titre de document, les vers que lui adressa un jeune avocat saintais, Gilles Boursicot, qui mourut peu après « de la poitrine, dans la fleur de son âge ». Ils ne sont peut-être pas frappés au meilleur coin, mais ils sont intéressants tout de même :

Tu revivras après la mort
Dans le temple de la Mémoire.

Nos lois dedans l'obscurité
Comme les feuilles des Sibylles
Vaguaient par les champs et les villes
Sans qu'on en sceut la vérité.

Ou bien ceux-ci :

La Justice par toi bien qu'elle soit sans yeux
Verra de l'équité le chemin glorieux
Et sans plus rencontrer de doute ni d'obstacle
Ton usance en tout temps lui tiendra lieu d'oracle.

Ce qui explique le succès considérable de Béchet c'est moins le mérite réel, nous le verrons, de son ouvrage, que les circonstances où il parut. Ce fut à une époque où en Saintonge, comme le disait le jeune avocat, les lois dedans l'obscurité voguaient par les champs et les villes. Aucune rédaction ne venait en arrêter le sens. L'ouvrage de Béchet, modelé sur les usages en cours, fut reçu avec enthousiasme. Il acquit en peu de temps une sorte d'autorité législative. Dans un procès on s'en référait à lui comme à un texte législatif, et souvent les plaideurs malins opposaient Béchet à Béchet, car le pauvre homme n'échappa pas toujours lui non plus au reproche de contradiction. Toute proportion gardée, il se passa ici un peu le même phénomène que pour Glanville dont le « *Tractatus de legibus Angliæ* » acquit une si grande autorité, l'autre côté de la Manche.

Plusieurs éditions successives du commentaire de l'Usance mirent le sceau définitif à la réputation de Béchet. Il ne se contenta pas de ces lauriers. En 1644 il fit paraître à Saintes, toujours chez Jean Bichon, une « conférence de l'Usance de Saintes avec la Coutume de Saint-Jean-d'Angély avec un traité des successions légitimes ». Cette conférence était assez succincte et ne contentait pas entièrement notre auteur. Il voulait faire mieux. Il en eut l'occasion. Quelques années après : « Les disgrâces dont cette province fut affligée en 1651 (1) ayant fait cesser l'exercice public de la justice et me trouvant réduit à mener une vie

(1) La guerre civile.

solitaire dans mon cabinet, je cherchay l'occupation la plus propre à dissiper les tristes idées des malheurs de ce temps-là et à prévenir par mon application les inquiétudes qui sont les compagnes inséparables de l'oisiveté. » Le résultat fut un nouveau commentaire plus étendu de la Coutume de Saint-Jean-d'Angély. Notre auteur du reste n'eut pas le bonheur de le voir paraître. Il fut présenté au public par son fils quelque temps après sa mort.

Un succès bien moindre accueillit l'œuvre intéressante cependant de Desvignes un contemporain de Bechet et contre lequel ce dernier ne laissa pas de marquer assez souvent un peu de jalousie.

Jacques Desvignes était un avocat de St-Jean-d'Angély, « fort habile en son métier », nous dit Maichin à qui revient l'honneur d'avoir écrit le premier commentaire de Coutume de Saint-Jean-d'Angély. Il parut après la mort de son auteur quelques années avant celui de Bechet. Ce dernier ne lui ménagea pas les critiques. Il va même jusqu'à prétendre qu'il n'est pas digne de son auteur.

Ce commentaire écrit en latin parut en 1638 sous le titre suivant :

Paraphrasis ad Consuetudinem Santangeliacam Authore d. Jacobo Vigneo. I. C. doctore.

Gilles Boursicot cet avocat saintais dont nous avons déjà parlé crut devoir pour la circonstance latiniser lui aussi son nom et sous celui d'Egidius Boursicotus adresser à l'auteur des vers, latins naturellement. L'œuvre de Desvignes assez peu étendue (300 pages environ d'un petit format in-4°) est cependant des plus intéressantes. Elle est originale et toutes

les questions y sont traitées. Le latin le retient un peu et l'empêche de tomber dans les digressions et les ornements d'un goût souvent douteux, si chères à Béchet et à Maichin dont nous allons maintenant parler.

On connaît mieux la vie et les œuvres de Maichin qui est un peu à la Coutume ce que Béchet est à l'Usance. C'est à lui que nous en référerons surtout dans notre étude. Son livre contient en effet ce qu'il y a d'essentiel dans Desvignes, et nous évitera la peine de recourir au latin souvent barbare de ce dernier. Enfin il est beaucoup plus complet.

Armand Maichin (1) naquit à Saint-Jean-d'Angély en 1613. Son père Daniel Maichin, médecin en cette ville descendait d'une vieille famille saintongeaise alliée aux d'Aguesseau qui possédaient alors un domaine important dans l'Ile d'Oleron. Ce fut probablement un peu à cette parenté que le jeune Armand dut d'aller terminer à Bordeaux ses études commencées au collège que les Bénédictins tenaient dans la ville de Saint-Jean-d'Angély. Un d'Aguesseau était en effet alors premier président à Bordeaux. Son appui et son amitié durent avoir une influence considérable sur le jeune Maichin. Ils lui permirent de se mêler à cette Société Bordelaise si brillante dès cette époque, et où les Associations savantes très florissantes permettaient d'unir les plaisirs de l'étude à ceux d'une vie mondaine très développée. C'est là probablement que Maichin prit cette habitude du travail et du bon ton qu'il conserva toute sa vie.

(1) V. Denys Joly d'Aussy (Notice sur Armand Maichin).

Mais tous les charmes de cette ville dont un roi devait dire, quelques siècles plus tard et que s'il n'était roi de France, il en voudrait être le maire, ne firent point oublier à Maichin son pays natal. Il y revint en effet bientôt à l'âge de 22 ans, avec le grade de docteur et le titre d'avocat au Parlement.

Quelques années après il achetait la charge de lieutenant particulier du roi, à St Jean d'Angély, et il passa le reste de sa vie assez longue puisqu'il mourut en 1685 entre l'accomplissement des devoirs de ses fonctions et la composition de nombreux ouvrages de droit ou d'histoire : vie calme que venaient rompre uniquement quelques séjours à Bordeaux.

Son premier ouvrage : « Commentaires sur la coustume de Saint-Jean d'Angély composés par le sieur Maichin, conseiller du roi, lieutenant particulier.... » parut en 1650 chez Dangycourt un libraire de Saint-Jean d'Angély. Nous avons encore le traité qui intervint entre eux à ce sujet. Ce commentaire eut un plein succès, il y avait bien déjà celui de Desvignes, mais il était écrit en latin et ne pouvait être par conséquent consulté que par des spécialistes. Au point de vue scientifique l'œuvre n'a pas certainement un mérite propre aussi considérable que celle de Bechet dont Maichin se sert souvent. Mais une certaine naïveté, une impression de dignité qui s'exhalent du livre, une grande clarté que n'arrive point à ternir l'emphase naturelle de l'écrivain, désarment les critiques et lui assurent une bonne place parmi les auteurs juridiques Saintongeais. Nous donnerons assez souvent dans le courant de cette étude du « bon Maichin », pour ne pas résister au plaisir d'en donner

un peu de mauvais. Voulant justifier le droit de reversion, de retour, il dira par exemple :

« La philosophie nous apprend que toutes choses ont une inclinaison naturelle de retrouver à leur origine et au principe duquel elles ont été tirées, le feu qui est hors de sa sphère a de l'impatience pendant qu'il est ici-bas et fait violence à l'air qui l'entoure jusqu'à ce qu'il soit réuni au lieu dont il est sorti ». C'est douteux comme physique et comme français !

Ou cette comparaison entre les astres et les... parlements « de cette façon les parlements du royaume qui comme des intelligences occupées au gouvernement de leurs orbes roulent incessamment les cieux de notre jurisprudence ».

Maichin était un travailleur acharné, il entreprit la composition d'un gros ouvrage de droit : *Summa juris civilis*, aujourd'hui introuvable. Il composa aussi une Théologie Payenne, et une Histoire de la Saintonge, mais ces deux dernières œuvres ne sont plus de notre ressort.

Le deuxième commentateur de nos coutumes fut M. Dusault conseiller du roi et assesseur au Présidial de Saintes, avec son « Commentaire sur l'Usance de Saintonge conférée avec la Coutume de Saint-Jean d'Angély, 1722 ». Voici d'après l'Editeur comment fut composé l'ouvrage : « M. Dusault ayant fait un recueil de tout ce qu'il y a d'important dans l'Usance de Saintonge et dans la Coutume de Saint-Jean d'Angély pour l'instruction de M. son fils, ses amis l'engagèrent à faire un nouveau commentaire sur la première conférée avec l'autre. . . . Si les savants n'y trouvent rien de nouveau pour eux, les juges des seigneurs,

les jeunes avocats qui commencent de fréquenter le barreau et les procureurs tant du présidial que de la campagne en tireront un grand secours. »

L'ouvrage valait mieux que ne le laisserait croire la modestie de l'éditeur, et pour notre part nous en avons tiré nous aussi « un grand secours. » L'ouvrage en effet présente un tableau complet du droit de l'époque, tandis que Béchet et Maichin s'étaient souvent bornés à des commentaires de quelques usages particuliers ; on voit ainsi beaucoup mieux notre droit jouer avec le droit général. Il est surtout précieux pour nous en ce sens qu'il nous montre tous les progrès qui s'étaient réalisés depuis l'époque de nos premiers commentateurs ; et tant pour le plan et la méthode que pour le style ils étaient grands. Il est vrai qu'à cette même époque vivait Pothier et que certaines fautes de goût eussent été moins pardonnables.

Dusault comme ses prédécesseurs appartenait à une vieille famille saintongeaise et à une famille de gens de robes. A la fin de son commentaire, il nous donne comme c'était l'usage, un peu complaisamment peut-être, ses titres de noblesse et la généalogie de sa famille. Nous trouvons que nombre de ses membres occupèrent des situations élevées dans la magistrature et dans le clergé.

L'un deux, fut « greffier des présentations » à la Cour de Bordeaux. Il se retira au bourg d'Archiac (Charente-Inférieure, dans sa vieillesse, et il eut sa maison pillée dans « une émotion populaire ». Cette famille donna des chanoines à Saintes, et des doyens à Saint-Sernin de Bordeaux, même des évêques à Dax. Enfin trois Dusault se succédèrent

de père en fils comme conseillers au présidial de Saintes non compris l'auteur du présent livre. Celui-là ne laissa qu'un fils qui par une étrange ironie et malgré les soins de son père qui avait pris la peine de composer pour lui un résumé de droit saintongeais, prit du service dans « les gardes du corps du Roy ».

Tel sont à notre connaissance du moins les seuls représentants de cette littérature juridique saintongaise qui n'eût pas, comme on voit, une floraison bien brillante. Ces auteurs seront nos guides habituels. On y trouve sans parler du commentaire, de bons textes des Coutumes.

Le plus ancien que nous ayons trouvé dans nos recherches est de 1577. Il est contenu dans un petit volume in 12 appartenant à la bibliothèque de la Cour de Cassation et portant cette mention :

« Les coutumes du pays de Saintonge au siège et ressort de Saint-Jean-d'Angely à Poitiers par P. Boisateau. » A la suite sont les coutumes de la Rochelle et de l'Angoumois. Il n'y a pas de commentaire. Cependant entre la coutume de Saint-Jean-d'Angely et celle de la Rochelle, le propriétaire du livre, à écrit ou fait écrire d'une fort belle écriture : « les usances du pais de Saintonge, ressort de Saintes entre mer et Charante. » Il y dit : « le pais et comte de Saintonge entre les rivières de Charante et Gironde ressort du siège de Saintes, et pais de droit escrit, est régi et gouverné suivant le droit écrit fors qu'il y a quelques usances et coutumes non écrites desquelles la teneur suit... » Il parle surtout des droits seigneuriaux et seulement du retrait lignager qui est accordé à tous les parents.

Comme ces notes ne portent point de date, il serait peut-être téméraire d'y attacher grande importance et d'en conclure que dès cette époque (1577) le retrait lignager avait le caractère que Béchet lui reconnaît plus tard. C'est cependant probable.

Pour toute la période antérieure à la rédaction des Coutumes, nos auteurs nous seront d'un bien faible secours. Nous trouverons surtout des renseignements dans les documents publiés par la Société des Archives de la Saintonge et de l'Aunis, dont les membres poursuivent avec autant de modestie que d'ardeur et de science la mise au jour des documents inédits intéressant notre région. Qu'il me soit permis, ici de les remercier, en la personne de leur savant président M. Louis Audiat de tout ce que je leur dois, surtout pour le chapitre des testaments où j'ai si largement puisé dans leur recueil.

Malgré ces publications, les renseignements sont assez rares sur les XI^e, XII^e et XIII^e siècles. Un incendie a détruit la bibliothèque de Saintes et une foule de manuscrits ont péri. Il est à regretter aussi que de nombreuses pièces qui existent, paraît-il, dans les bibliothèques anglaises n'aient pas été publiées, en France du moins (1). Elle sont relatives à la domination anglaise dans notre pays, au moment par conséquent où les Coutumes se formaient, se précisaient et leur publication serait pour le point qui nous occupe, d'un intérêt inexprimable.

(1) Vide Langlois. Extrait de la Bib. de l'Ec. des Chartes.

CHAPITRE II

Des successions « ab intestat »

Absence de succession testamentaire et distinction suivant la nature et l'origine des biens pour déterminer entre les parents l'ordre et l'étendue des vocations héréditaires, telles étaient deux des règles les plus caractéristiques du droit coutumier au point de vue successoral.

Il est assez d'usage de l'opposer sur ce point au droit romain où au contraire le défunt réglait en principe souverainement la dévolution de ses biens, où, en l'absence de testament, ces biens étaient attribués en totalité aux mêmes héritiers. On y voit comme deux systèmes opposés de législation dont le Code de 1804 ne serait qu'une sorte de compromis. En effet, si les légataires, même universels, n'y sont pas rangés parmi les héritiers, il faut bien avouer qu'ils en ont presque toutes les prérogatives, et si l'ancienne division si tranchée des propres et des acquets, n'existe plus, *proprio nomine*, le partage actuel des biens en deux

parts, l'une pour la ligne paternelle, l'autre pour la maternelle, en est un vestige fort important.

La théorie ainsi présentée ne nous paraît pas entièrement exacte. Elle n'est vraie du moins en ce qui touche la succession testamentaire que du droit romain arrivé à une certaine période de son développement, mais le droit romain d'avant les XII Tables, est encore le droit romain. Or, si de bonne heure et dès cette époque, les Romains nous paraissent en possession de la liberté de tester et de l'unité du patrimoine, il est à peu près hors de doute aujourd'hui, qu'au début il n'en était pas ainsi. Il n'y a là rien qui doive étonner. Il est admis, en effet, qu'ils appartiennent à ce groupe de peuple Indo-Européens qui ont peuplé l'ancien continent. Or, les droits de ces peuples présentent naturellement de très grandes analogies.

Partis très vraisemblablement du même point de l'Asie Centrale (1), ils ont bien pu être modifiés par la route qu'ils ont suivie et par le genre de travaux auxquels ils s'y sont livrés, mais tous, à leur arrivée en Europe dans les grandes lignes, présentent la même organisation juridique et sociale. Ils appartiennent au même type de familles patriarcales : ce sont des réunions de familles sous la direction d'un patriarche formant des communautés plus ou moins étendues. Il n'y pas de différence essentielle entre la gens romaine d'avant les XII Tables et la Tribu germanique. Dans l'une et l'autre organisation l'individu isolé

(1) V. Pictet : Les Origines Indo-Européennes ou les Arias primitifs.

n'existe pas ; on se rattache à un noyau sous un nom ou sous un autre. La patriapotestas Romaine offre les plus grandes ressemblances avec la puissance paternelle chez les Galates et le *mundium* germanique. Enfin ni les Romains d'avant les XII Tables ni les Germains ne connaissent le testament.

Quand la propriété appartient à la tribu, à la famille, il ne saurait être question pour un des membres d'en disposer à son gré, pas plus entre-vifs qu'après sa mort : Co-propriété et disposition absolue sont incompatibles. Après lorsque sous l'influence de diverses causes la gens, se disloque, chaque famille s'établissant de son côté, alors le testament fait son apparition. Mais au début, c'est un acte anormal pouvant bouleverser la stabilité de toute une famille d'un peuple même, aussi exige-t-on pour sa perfection, des conditions nombreuses et difficiles, souvent même l'approbation des membres de la famille ou des chefs des gentes. On a le testament *calatis comitiis* des Romains, l'affatomie des Germains.

Il n'entre pas dans notre plan, de rechercher les causes qui amènent la dissolution de ces communautés familiales : une des principales est le passage de l'Etat purement pastoral à l'état agricole. Quand sous l'empire de la nécessité, ces populations se mettent à cultiver cette terre sur laquelle elles s'étaient contentées jusqu'alors de faire paître leurs troupeaux, quand le travail devient plus intense, la communauté se restreint ou se dissout même entièrement, chaque famille, chaque individu voulant avoir le produit intégral de son travail. C'est un phénomène souvent ob-

servé, que l'on peut voir se produire encore aujourd'hui dans certaines parties de la Russie.

Il y a bien encore des points communs entre ces familles qui tout à l'heure constituaient la gens : des pratiques religieuses, l'identité de nom, une certaine solidarité pour la répression des offenses; mais le lien principal est rompu *la communauté de biens*, et une fortune différente va attendre chaque famille. Quelquefois cependant sous la pression d'un besoin particulier, d'un péril éminent, l'ancienne solidarité pourra revivre, mais ce ne sera que transitoirement : la gens Fabia marchant toute entière contre l'ennemi.

On pourra peut-être trouver trop affirmative cette proposition que les Romains à leur arrivée dans le Latium avaient cette formation sociale dite patriarcale. D'autres théories ont été émises. Il nous paraît inutile cependant de discuter celle d'après laquelle Rome aurait été fondée par un ramassis de brigands et de bannis. Il n'y a pas, croyons-nous, d'exemple dans l'histoire d'état prospère fondé dans ces conditions là. Cependant sur ce point, les témoignages de certains historiens sont précis et formels; comme évidemment on ne se vante pas de semblables origines sans des causes sérieuses il est vraisemblable que d'anciennes traditions confirmaient leurs assertions. Nous les expliquerions volontiers ainsi:

Rome fut fondée par une réunion de gentes qui, poussées par d'impérieuses nécessités, lesquelles, nous les ignorons, vinrent s'établir dans la vallée du Tibre laissée libre par les peuples voisins à cause de son insalubrité et du peu de fertilité du sol.

Le lieu n'a pas beaucoup changé depuis cette époque, Ces marécages devaient jouer au milieu des pays voisins très peuplés, un peu le rôle du maquis en Corse. Ils pouvaient être le lieu de refuge des proscrits, des bannis des autres nations. Par politique, par nécessité peut-être aussi, les Romains durent les accueillir, et faire appel à ces gens aventureux, prêts à tout, pour les guerres qu'ils entreprirent de bonne heure contre les populations voisines. Mais le fonds principal, solide de la population c'étaient les gentes, les travaux modernes ne laissent aucun doute à ce sujet (1). Point de doute non plus que ces gentes ne connussent pas la propriété individuelle quant à la terre.

Seulement et pour des raisons très mal connues encore aujourd'hui, et qu'il faudrait chercher, croyons-nous, surtout dans le genre de travail agricole très intense que nécessitèrent les conditions particulières du lieu (2) où les

(1) Guq. Institutions Juridiques des anciens Romains. — Girard. Manuel élémentaire de Droit Romain.

(2) L'état actuel de la « Campagne romaine » permet de se rendre compte de ce qu'elle pouvait être à l'arrivée des « Gentes ». Tous les voyageurs sont unanimes à constater le triste état de la Campagna di Romana, ou de l'Agro Romano. Voici ce que nous lisons dans la Nouvelle Encyclopédie sous ces mots :

« La terre n'est pas divisée et reste aux mains de grands propriétaires qui jugent trop coûteux les travaux à entreprendre. On se borne à labourer tous les trois ou quatre ans une faible étendue de ces terres dangereuses pour le compte d'intermédiaires appelés « marchands de campagne » mais les travailleurs se hâtent de regagner les hauteurs sitôt les semences ou les récoltes faites. Le reste du pays est parcouru de loin en loin par des bergers à cheval qui poussent devant eux des troupeaux de bœufs à grandes cornes à demi sauvages et des buffles dangereux. »

« On sent, dit M. Taine, qu'une grande population a vécu là, qu'elle

Romains s'étaient établis, ces communautés, ces gentes, se désagrégèrent de très bonne heure. L'influence de cette population venue d'alentour, le contact des peuples voisins Etrusques et Samnites, d'une civilisation plus avancée durent également y contribuer; toujours est-il que dès les XII Tables, l'unité sociale, c'est la famille très fortement constituée sous l'autorité du père ayant droit de disposition à peu près absolu non seulement sur son patrimoine mais même sur les membres de sa famille. Il y a eu là une évolution du droit des plus curieuses, extrêmement rapide aussi, dont l'explication n'a pas été, croyons-nous encore donnée. Il ne reste plus de l'ancienne communauté que l'identité de nom, des pratiques religieuses semblables et des droits de famille appartenant aux agnats qui composaient l'ancienne gens. L'unité de patrimoine et la liberté testamentaire sont réunies en la main de ce père de famille presque omnipotent.

L'évolution fut beaucoup plus lente en Gaule et surtout beaucoup moins complète. Jamais l'unité de patrimoine ne put s'établir, ni une liberté testamentaire suffisante pour créer un héritier, deux choses intimement liées comme nous l'avons vu. — D'abord les riches vallées herbées de nos grands fleuves permirent longtemps l'art pastoral si favorables aux communautés : nous en verrons des traces

a retourné et manié le sol, qu'elle l'a peuplé de ses batisses et de ses cultures, et qu'aujourd'hui il ne reste plus rien, que ces vestiges eux-mêmes ont disparu. »

L'homme n'étant plus capable de la dominer, la nature reprend ses droits, et ces lieux tendent à redevenir ce qu'ils étaient primitivement, des marécages insalubres.

persistantes dans les Etablissements de Saint-Louis, pour la vallée de la Loire, dans Béchet pour celle de la Charente : traces si persistantes que même à l'heure actuelle les droits de vaine pâture et de libre parcours existent encore pour les prairies de ces vallées. Et quand sous l'influence du travail plus intense, la communauté se rompit, la féodalité vint s'opposer au développement du testament et à l'Unité du patrimoine. En effet, à elle seule, cette ancienne co-propriété familiale dont on a peut-être un peu abusé sous le nom de devoir de famille dans l'histoire du droit au moyen-âge, ne suffit pas à expliquer la persistance de ces phénomènes, bien après que cette co-propriété ait disparu de la plupart des provinces. — Il faut reconnaître une influence très forte à la féodalité et voici comment.

Le fief fut toujours soumis à des règles de dévolution particulières, garanties par des règles spéciales, inaliénable même au début sans le consentement du suzerain. Or l'on sait l'essor extraordinaire que ce régime de biens eut dans le nord et même dans le sud-ouest de la France.

Il formait vraisemblablement sinon la tenure la plus fréquente, du moins par l'importance des terres et les qualités qui y étaient attachées, celle qui donnait le ton. Il devait y avoir une certaine tendance à modeler sur lui les autres régimes de biens. On arriva d'autant mieux à lui assimiler les terres des ancêtres qu'entre les idées de dévolution de l'une et celles de l'autre, loin d'y avoir quelque antinomie, on retrouvait les mêmes idées d'inaliénabilité partielle, de réserve soit à l'aîné, soit à certains membres de la famille. Aussi peut-on dire avec une quasi-certitude que la réserve

coutumière des quatre-quints est tout autant une atténuation de la règle de l'inaliénabilité primitive du fief que de l'inaliénabilité primitive du patrimoine.

S'il en est ainsi, le résultat que nous attribuons tout à l'heure au fief n'est pas surprenant. L'exemple de l'Angleterre est du reste un très sérieux argument en faveur de notre thèse. Dans ce pays, qui est bien certainement celui où l'influence féodale a été le moins contrebalancée par l'influence romaine, on trouve aujourd'hui encore cette division des biens en plusieurs classes, avec des règles de dévolution spéciales pour chaque classe (1). Or comme ce pays s'est de meilleure heure et plus nettement que les autres, débarrassé des influences communautaires de co-propriété familiales, que la liberté du père de famille de disposer de ses biens y est presque illimitée, si l'unité de patrimoine n'existe pas, la cause n'en peut être attribuée qu'au régime féodal.

Co-propriété familiale et féodalité, telles furent les deux principaux obstacles au développement du testament et à l'unité du patrimoine. Ils expliquent, en partie, les étroites limites auxquelles fut subordonnée la liberté de tester du père de famille. Il vint s'y ajouter, agissant dans le même sens une puissante influence romaine. Tandis, en effet, que la renaissance du droit romain poussait en un sens par la généralisation du testament tout à la fois à la diminution des communautés et à l'unité du patrimoine, en sens inverse, elle se rencontrait avec les idées de co-propriété familiale pour restreindre dans d'étroites

(1) Glasson. Institutions juridiques de l'Angleterre, t. VI, passim.

limites la faculté de disposer du père de famille. Les Romains mirent assez longtemps à composer cette théorie de *l'officium pietatis* qui vint justifier leurs séries de mesures restrictives de la liberté testamentaire, nos vieux commentateurs la trouvèrent toute faite, et elle tomba sur un terrain bien favorable, où elle ne tarda pas à prospérer.

En effet, si au début, les restrictions à la liberté de tester viennent de la co-propriété familiale, dans la suite elle semblent ne découler que d'une idée de justice : et grâce au droit romain de bonne heure nos vieux jurisconsultes donnèrent un fondement scientifique à une idée qui paraît plutôt d'ordre naturel et sentimental. C'est l'explication en cours aujourd'hui. Mais au fond, et c'est un point que nous voulions bien mettre en lumière, dans notre état social actuel, cette idée de justice n'est que le résultat, le dernier vestige si l'on aime mieux, de l'ancienne co-propriété familiale. Réserve des quatre-quints, ou légitime, ont la même source.

Sur ces biens qui jadis étaient indisponibles, le père de famille a un droit de propriété de plus en plus étendu, mais on n'arrive pas encore à le lui reconnaître plein et entier. Il est un fidei-commissaire, un grevé de substitution plutôt, chargé de rendre lors de sa mort, à ses enfants, sinon tout, du moins une partie de sa fortune. Il doit des comptes à la loi de ses biens non-seulement de ceux qu'il a reçus de ses aïeux, cela aurait au moins une apparence de logique, mais même de ceux qu'il a pu acquérir par son travail. Cela, dit-on, est conforme à la justice, au droit naturel. Nous, nous dirions plus volontiers cela est conforme à une cer-

taine justice, à un certain droit naturel, à celle et à celui de certains peuples qui ne se sont pas encore entièrement dégagés de toutes les influences communautaires, et qui restent encore soumis pour certaines idées à la vieille copropriété familiale.

Jamais on ne fera comprendre à un père anglo-saxon, qu'il puisse manquer à la justice en disposant à son gré des biens qu'il a lui-même gagnés. Comment un fils peut-il se croire des droits sur de tels biens. Une pareille idée était logique à une époque où le fils de famille travaillait lui-même à l'édification de la fortune commune, à l'époque des communautés familiales, elle ne l'est plus aujourd'hui.

Il est curieux de remarquer que les peuples les mieux dégagés de ces influences communautaires, les peuples anglo-saxons, pratiquent la presque absolue liberté de tester. Il se trouve aussi que ces peuples sont à la tête du monde moderne au point de vue économique, mais la liberté de tester est chez eux, croyons-nous, beaucoup moins la cause de leur prospérité que le résultat. Et certains bons esprits qui en France veulent établir cette liberté de tester se font peut-être un peu illusion sur les résultats de leur réforme (1). — Sauf dans quelques provinces la liberté actuelle est tellement suffisante, que l'on n'use même pas de celle que l'on a. Le sentiment égalitaire est si développé dans une grande partie de la France, que la liberté absolue de tester ne changerait pas beaucoup l'ordre de dévolution des biens actuellement suivi. En Saintonge, par exemple,

(1) Le Play et certains de ses disciples.

sous des influences particulières, et elles se font sentir, nous le verrons dès le moyen-âge, l'égalité stricte des enfants entre eux, est si bien passée dans les mœurs, que les très rares pères de famille qui se permettent de la rompre, sont l'objet de la réprobation générale. On dit volontiers qu'ils *commettent une injustice*, et les hommes de loi essaient volontiers d'empêcher sa réussite.

Tout en ne croyant pas beaucoup à l'efficacité d'une réforme dans le sens de la liberté testamentaire du moins immédiatement, nous ne pensons pas cependant être illogique, en en étant partisan. La réserve est en effet un vieux reste d'ancien droit, une ancienne institution égarée dans le monde moderne. Elle doit disparaître et nous souhaitons que ce soit le plus vite possible.

Nous étant expliqués sur ces questions générales et qui dominant en quelque sorte le droit des successions et des donations, nous allons enfin entrer dans l'étude du droit de la Saintonge.

Nous rechercherons, dans un premier chapitre, quelles sont les règles de dévolution des biens *ab intestat*. L'Unité de patrimoine qui sous l'influence du droit romain avait réussi à s'accomplir dans le Midi, existe-t-elle ici aussi, ou au contraire connaît-on les propres et leurs mesures spéciales de protection ?

Dans un deuxième chapitre, nous verrons que le testament a une bien plus grande influence ici que dans la Coutume de Paris, que la succession y peut être testamentaire. Nous verrons aussi que le système de réserve, tant

vis-à-vis des donations que des testaments, y est tout-à-fait différent.

§ I. — Succession aux biens nobles

Nous avons dit au début de cette étude que pour mieux faire ressortir les particularités de notre droit nous exposerions rapidement celui de la Coutume de Paris à qui nous comparerions le droit saintongeais comme au type du droit Coutumier. L'application stricte de ce système nous eut conduit à diviser ce chapitre en trois paragraphes comprenant :

§ 1. — Etude des successions aux biens nobles.

§ 2. — Etude des successions aux propres.

§ 3. — Etude des successions aux meubles et acquêts.

Car ces trois successions différentes pouvaient se présenter dans la coutume de Paris, pour une même personne du moins quand elle décédait sans enfants. Mais comme dans le ressort de l'Usance la division n'est pas aussi nettement tranchée entre les meubles et acquêts d'une part et les propres de l'autre, nous ne ferons qu'un chapitre des deux derniers paragraphes, et nous étudierons d'abord la succession aux biens nobles, puis les successions aux propres, aux meubles et acquêts.

Dans la coutume de Paris le privilège de primogéniture ou droit d'aînesse porte sur les biens nobles seulement, sans distinguer si la femme est ou non noble. Il consiste sans entrer dans le détail de certaines prérogatives plutôt honorifiques, dans l'attribution à l'aîné :

D'un manoir avec les anciennes préclostures qui l'entourent.

D'un droit de prélèvement sur les terres nobles des deux tiers ou de la moitié suivant qu'il se trouve en concours dans la succession avec un ou plusieurs frères.

Une réserve dite *féodale* assure à l'aîné son droit d'aînesse et le garantit vis-à-vis de ses puînés contre toute disposition soit entre vifs, soit testamentaire, vis-à-vis des étrangers contre les dispositions testamentaires seulement.

Des différences essentielles ne distinguent pas le système admis en Saintonge de celui que nous venons d'exposer. Cela n'est point surprenant. Le droit d'aînesse peut bien varier dans sa quotité, mais dans les Coutumes où il existe il est le même dans les grandes lignes. Né d'un état social assez général à toute la France, répondant aux mêmes besoins et aux mêmes idées, il ne peut pas présenter des divergences aussi accentuées, que les successions aux biens non nobles où des législations inspirées de principes différents se sont rencontrées. Pour des raisons particulières, croyons-nous, à notre province, et que nous exposerons à la fin de ce chapitre, le droit d'aînesse y était assez faible. Sa quotité très réduite montre bien le caractère égalitaire qui animait les gens de ce pays. Ce sentiment d'é-

galité, de justice, sur lequel nos anciens auteurs aiment à revenir, à insister, il sera curieux de rechercher pourquoi il s'est développé ici plus particulièrement qu'ailleurs, car enfin rien ne désignait plus particulièrement la Saintonge pour ce monopole de la justice.

Mais auparavant, voyons comment les articles de nos coutumes réglementent ce droit :

Usance, art. LVII. « Entre nobles et en successions directes seulement, l'aisné ou qui le représente a par précipût et avantage, l'hôtel noble et le principal manoir des prédécesseurs, avec les préclostures anciennes et le *quint* des choses nobles, et au surplus il prend une portion égale, en égard au nombre des enfants, sinon qu'il ait été justement exhéredé par son père ou autre ascendant. Auquel cas il n'aura aucun droit d'aînesse ni part en la succession. Et semblablement la fille aînée ou qui la représente prend les mêmes avantages, en défaut d'hoirs masles ses aînés ou puinés ».

Coutume : « Entre nobles et successions nobles tant du père que de mère, au fils aisné ou qui le représente en chacune des dites successions appartient avoir et prendre pour ses droits d'aînesse le principal hôtel ou manoir noble ou roturier, tel qu'il lui plaira élire, avec ses préclostures anciennes et le quint des dites successions par droit de précipût et avantage et au surplus sa quotité et portion contingente comme l'un de ses cohéritiers ».

« Et item entre roturiers en choses nobles lorsque la chose noble a été *hommagée trois fois* en leur succession,

car après ce l'ainé esdites choses a tel droit d'ainesse entre roturiers qu'entre nobles ».

Dans l'Usance comme dans la coutume, le droit d'ainesse n'a donc lieu que sur les terres nobles et entre nobles. Cependant, par exception, dans la coutume, si une terre noble a été hommagée trois fois dans la succession d'un roturier, son fils aîné y prend le droit d'ainesse comme s'il était noble. L'Usance ne comporte pas une semblable exception Cette particularité, dite *hommage de tierce-fois*, était particulière à un groupe de provinces de la vallée de la Loire dont le droit, nous aurons l'occasion de le remarquer souvent présente de grandes ressemblances avec celui de la Saintonge. L'Usance est donc beaucoup moins large au point de vue du droit d'ainesse que la coutume. Elle l'est surtout beaucoup moins que la coutume de Paris, où il était suffisant que *le bien fut noble* sans tenir compte de la qualité de l'héritier.

Mais dans la Coutume comme dans l'Usance ce droit est bien faible si on compare sa quotité, à celle de la coutume de Paris. Supposons par exemple un défunt laissant un fief valant 10,000 écus, et trois enfants. Dans la coutume de Paris l'ainé aura la moitié du fief soit 5,000 écus ; en Saintonge il aura seulement le $\frac{1}{3}$ soit 2,000 écus. La différence est déjà grande, mais supposons qu'il n'y ait que deux enfants, la disproportion s'accroît encore, dans la Coutume de Paris, l'ainé aura les $\frac{2}{3}$ soit 6666 écus, en Saintonge il n'aura toujours que le $\frac{1}{5}$ c'est-à-dire 2,000 écus.

Les précloitures se règlent comme dans la Coutume de

Paris. Pour éviter qu'un père de famille trop partisan du droit d'aînesse n'avantageât outre mesure son aîné, la Coutume exigeait qu'elles fussent anciennes. Généralement elles étaient réglées, nous dit Béchét, par d'anciens actes de partage. Il peut arriver que les préclostures n'existent pas, alors pour les remplacer, l'aîné prend six journaux de terre autour du manoir. Comme le « journal » encore usité dans le pays comme mesure agraire, vaut à peu près le $\frac{1}{3}$ de l'hectare, on voit que ce n'était pas énorme.

Un trait spécial montre le peu de faveur du droit d'aînesse dans l'Usance. Tandis que d'après la Coutume s'il n'y avait pas dans la succession de manoir noble, le fils aîné pouvait en prendre un roturier, au contraire dans l'Usance, car dit Dusault, citant Desvignes :

« Lorsque la Coutume ne dispose pas et est muette sur quelque point il faut avoir recours au droit commun qui est le droit romain et non pas aux coutumes voisines qui en parlent, dont on ne doit se servir que lorsque la coutume dispose d'une manière obscure, pour lui donner le jour. »

Si les biens se trouvaient situés dans des sénéchaussées différentes le droit d'aînesse s'appliquait dans chacune d'elles. Pas de difficulté, on suit les règles ordinaires. Mais fallait-il considérer au cas spécial qui nous occupe le ressort de l'Usance et celui de la Coutume comme différents ? Béchét nous répond affirmativement : « Avant l'établissement du siège présidial en cette ville de Saintes, suivant l'édit d'Henri II du mois de janvier 1551, les deux sièges royaux de Saint-Jean d'Angély et de Saintes, étaient établis avec cette différence seulement que l'un observait

son Usance non écrite, et l'autre sa Coutume vérifiée en 1520. Car au reste les deux sièges étaient indépendants l'un de l'autre et leur étendue distinguée et séparée par la rivière de Charente, de sorte qu'il n'y a pas eu de changement, que la seule attribution de ressort au présidial pour les affaires présidiales. »

En cas d'absence du fils aîné, la fille aînée avait le même droit que lui. Ce n'est pas qu'il soit facile d'expliquer cette anomalie en un pays où le droit d'aînesse est si mal vu, tandis que la Coutume de Paris, porte art. 19 : « Quand il n'y a que des filles venant à succession .. droit d'aînesse n'a lieu et partissent également. » Au contraire, la Coutume de Poitou accordait le droit d'aînesse aux filles tant en ligne directe que collatérale. Peut-être pourrait-on l'expliquer par ce fait que le droit d'aînesse ne s'établit en Saintonge qu'assez tard, (comme en Poitou du reste, V. d'Epinaÿ, le droit d'aînesse en Poitou), à une époque où le service militaire n'était plus de l'essence du fief et où les raisons d'écarter les femmes n'existaient pas. On peut y voir aussi une influence ibérique ; chez les Ibères, les femmes étaient traitées comme les hommes, souvent même elles étaient plus favorablement traitées qu'eux.

Nos coutumes ne traitent pas moins bien les filles du fils aîné ; si celui-ci meurt avant son père, ne laissant que des filles, elles auront le droit d'aînesse tel que leur père eût pu le prendre s'il eût été vivant, et écarteront leurs oncles. Maintenant se partageront-elles le bénéfice entre elles, ou l'aînée primera-t-elle ses puînées : la question était controversée. Maichin préférerait le deuxième système en argu-

mentant des termes de la Coutume : « qui le représente ».

Nous n'entrerons pas dans la controverse suivante sans grand intérêt aujourd'hui, et que cependant nos auteurs traitent longuement : l'ainé a-t-il le droit de prendre deux manoirs l'un du chef de sa mère, l'autre du chef du père. On se prononçait en général pour la négative.

De même de la Contribution aux dettes. Malgré l'avis de Cérrier « homme d'érudition et d'estime » qui soutenait que la part de l'ainé était un « *jus quod assequitur tanquam haeres, non jure prælegati, sed jure successivo* »; on suivait la doctrine de la Coutume de Paris d'après laquelle le droit d'aînesse est un préciput légal, et l'ainé ne contribuait aux dettes que pour sa part virile.

Mais la question la plus difficile qui se présentât, celle qui donna lieu à plus de revirements dans la jurisprudence, était celle-ci : En cas de conflit, qui doit l'emporter de la légitime coutumière (c'est la seule mesure de protection connue) de la donation, ou du droit d'aînesse.

Supposons un père laissant pour toute fortune un fief valant 30,000 écus. Il donne à l'un de ses enfants la quotité disponible (meubles, acquêts et tiers du patrimoine) c'est-à-dire le $\frac{1}{3}$ du fief. L'ainé doit prendre son droit d'aînesse, et les autres frères, nous supposons qu'il y en a d'autres, leur légitime. Comment va-t-on régler cette légitime, en « la rencontre, comme dit Béchét, d'une telle donation et du droit d'aînesse. »

Si l'ainé commence par prendre son droit d'aînesse c'est-à-dire le $\frac{1}{5}$ soit 6,000 écus, plus le manoir et les préclosures valant bien ensemble 2,000 écus il ne restera pas

une somme suffisante pour satisfaire l'enfant donataire et remplir les autres de leur réserve.

Il faut forcément sacrifier les droits de l'un des trois. Il n'y a évidemment guère de raisons juridiques à donner en faveur de l'un plutôt que de l'autre. C'est une question de sentiment, de mœurs, suivant la faveur dont jouissent l'une ou l'autre de ces institutions parmi le public. Et nos auteurs d'examiner longuement dans le style un peu pompeux de l'époque, les mérites respectifs de la légitime et du droit d'ainesse :

« La légitime, dit Béchet, prenant sa source dans le sein de la nature a découlé avec tant d'applaudissement dans les lois Civiles, qu'elle se puise dans le droit d'ainesse lorsqu'il n'y a pas d'autres biens, pour la donner aux puînés. . » Voilà de bien beaux titres de gloire.

« Mais, répond Maichin de son côté, il semble que le droit d'ainesse mérite une singulière faveur, parce qu'il ne vient pas à l'ainé par une disposition de ses père et mère mais par un privilège du sang, aidé et confirmé par les Coutumes de France pour la conservation des maisons illustres lesquelles on n'a pu mieux maintenir que par la prérogative des aînés ».

On comprend facilement qu'après pareil concert de louanges pour ses rivaux ce soit la donation qu'ait été sacrifiée. Aucune voix ne s'éleva pour elle et cependant il y aurait eu de bien belles choses à dire en sa faveur, mais les idées de légitime romaine et de conservation du patrimoine aux enfants étaient encore trop fortes, pour que l'on se souciait beaucoup de la vraie liberté du père de famille. Ces idées.

étaient même supérieures ici aux tendances nobiliaires puisque nos auteurs nous disent. qu'au cas de concours entre la légitime et le droit d'ainesse, c'est la première qui l'emporte (1). Le cas pouvait se présenter lorsque par exemple un père de famille ne laissait qu'un fief pour tout patrimoine et que l'attribution à l'ainé du manoir et des pré-clostures, d'une grande valeur par rapport au fief, eut privé les puînés de leur légitime.

Nulle part les textes, ni les auteurs ne parlent de ce que Pothier appelait la *légitime féodale*. Était-il permis de faire échec à ce droit d'ainesse déjà si faible. Non. En effet le seul auteur qui s'occupe de la question, Dusault dit : « le droit d'ainesse est tellement dû à l'ainé par l'Usance et par la Coutume, que le père ne l'en peut priver par une disposition contraire, jusque cela que s'il y a renoncé, étant mineur en faveur de son cadet à qui le père l'a constitué par le contrat de mariage, il peut se faire restituer contre un pareil consentement. » Mais il était toujours loisible au père de famille de disposer de ses biens entre vifs à titre onéreux et de réduire le droit d'ainesse en réduisant l'émolument héréditaire.

Mais pouvait-il disposer de ses biens nobles en faveur d'un étranger par donation ou par testament. Nos auteurs n'en parlaient pas, mais il semble bien que rien ne s'oppose à ce qu'il en soit ici, comme dans la Coutume de Paris où le père de famille avait ce droit, sauf les

(1) On décidait le contraire dans les Coutumes de Bretagne et de Paris.

divergences résultant de la nature et de la quotité de la réserve, qui diffèrent dans les deux coutumes.

Le père de famille a toujours aussi la faculté de priver son fils du droit d'aînesse en l'exhérédant pour les causes admises et suivant des formes particulières. L'exhérédation en effet ne peut être faite que par testament, voilà une influence bien marquée du droit romain. Faite par tout autre acte soit entre vifs, soit à cause de mort (codicille ou acte passé devant notaire) elle est nulle, contrairement à que l'on admettait dans le droit Coutumier (Ferrières, Institutes Coutumiers. Exhérédation).

Comme nous le faisons remarquer plus haut ce qui caractérise le droit d'aînesse en Saintonge, c'est sa faiblesse. Deux choses expliquent sa faible quotité :

La première, les conditions générales d'établissement du droit d'aînesse en France, la deuxième, les conditions particulières de l'état social de ce pays.

Le droit d'aînesse qui nous occupe est essentiellement d'origine féodale. Il en a existé un autre, et il existe même encore dans certains départements de la France (Alpes et Pyrénées), d'une nature tout-à-fait différente. En effet, il provient de l'impossibilité de partager le bien de famille, qui ne peut suffire à assurer les ressources d'un ménage, que s'il est transmis dans son intégralité à un des membres de la famille, généralement au fils aîné. Les cadets et les filles se contentent d'une soulte en argent, d'ordinaire inférieure à la part de l'aîné, et trouvent ce système tout naturel, nos enquêtes personnelles nous ont permis de le constater.

Ce droit d'aînesse n'a aucun rapport avec celui qui nous occupe et qui résulte de l'état social créé, ou du moins développé par les grands propriétaires Francs, et dont la principale caractéristique a été de substituer dans les relations sociales, au contrat personnel seul connu à Rome, sauf pour les servitudes, le *contrat réel*, telle terre obligée envers telle autre, à telle ou telle chose.

Nous n'avons pas à rechercher comment le droit d'aînesse en sortit. Il nous suffit de constater que d'importation franque, il mit assez de temps à se propager dans notre pays où les établissements des Francs étaient un peu superficiels. De récentes études ont montré avec combien de peine, le droit d'aînesse s'acclimata dans le Poitou et dans la vallée de la Loire. Il en devait être de même et à plus forte raison dans cette province, où le voisinage des pays de droit écrit lui était bien peu favorable.

Les conditions particulières du lieu ne l'étaient guère davantage. En effet, le fond de la population était composée de ces Celtes à formation de Clans divisés en familles, simplement composées du père, de la mère, des enfants. Or, entre ces enfants, le partage égal régnait en maître. Les vieux textes publiés par M. Beutemps-Beaupré, montrent avec quelle sévère égalité, on partageait les biens dans la vallée de la Loire. Il était défendu d'avantager l'un des enfants au détriment des autres. La vigne avait développé ces tendances égalitaires, qui sont pour ainsi dire dans les usages des familles ayant été groupées en grandes communautés. Aujourd'hui encore les pays où elle domine sont ceux, où le partage inégal, est vu avec le plus de

défaveur. On n'y admet pas ce qu'on appelle les injustices. Or, depuis bien longtemps, elle dominait en Saintonge, nous l'avons vu dans notre introduction. Le droit d'aînesse trouvait un mauvais terrain et nous voyons qu'effectivement il s'y développe pas beaucoup.

§. 2. — Successions aux biens non nobles,
Propres, Acquêts et Meubles.

Nous voici arrivés à la partie typique du droit coutumier. Jusqu'ici point de différences bien marquées entre l'Usance et la Coutume, rien pour justifier l'espèce d'opposition que l'on a coutume de faire, entre les deux rives de la Charente. Les différences vont nous apparaître dans ce chapitre-ci ; nous verrons que le système suivi dans la partie située au nord est très voisin de celui de la Coutume de Paris, tandis au contraire que celui de la partie sud, ressemble beaucoup au système des pays de droit écrit :

Avant d'exposer ce droit Saintongeais, nous allons suivre notre procédé habituel, dire quelques mots du système admis dans la coutume de Paris.

Ce système ne s'appliquait d'une façon intéressante qu'à défaut de descendants. S'il se trouvait des enfants, ils recueillaient purement et simplement la succession sauf les legs possibles, et il ne pouvait être question de rechercher

la nature des biens, pour les attribuer à des groupes spéciaux de parents.

Mais supposons qu'il n'y ait pas d'enfants ; Alors deux successions :

1° Aux propres ;

2° Aux meubles et acquêts.

Dans la première, on divisait les biens en deux parties l'une pour la ligne paternelle, l'autre pour la ligne maternelle et l'on attribuait aux parents de la première, les biens venant du chef, du père, aux parents de la seconde, les biens venant du chef de la mère.

Maintenant à quels parents de la ligne, à quels lignagers devait-on attribuer ces biens ? Ici la plus grande variété règne dans les Coutumes. Nous nous contenterons de rappeler brièvement les trois principaux systèmes :

1^{er} système. — On remonte au premier acquéreur et on affecte le bien uniquement aux parents qui descendent de ce premier acquéreur. Coutumes souchères.

2^e système. — On remonte encore au premier acquéreur, mais il suffit de le toucher de parenté collatérale, sans en descendre directement ; système de côté et ligne.

3^e système. — On attribue le bien aux plus proches parents de la ligne dont il provient. Coutumes de simple côté.

La Coutume de Paris appartenait au système de celles dites de côté et ligne et il « suffisait pour succéder aux propres de toucher de parenté collatérale celui qui les avait mis dans la famille. » Il fallait donc toujours, remonter à l'entrée du propre dans les familles, ce qui n'était pas très commode et entraînait de nombreux procès.

Il y avait bien aussi la règle « *Propre ne remonte.* » Mais très vraisemblablement, ce n'est pas une règle qui existait à l'origine. Elle ne dut s'introduire qu'assez tard lors de la propagation du système féodal. En effet, pendant longtemps il dut être bien rare que les pères pussent hériter des biens de leurs enfants. Dans le système de co-propriété familiale ou tout au moins de très faible division du sol, le fils n'avait en général que des biens mobiliers, et il mourait souvent sans avoir été jamais propriétaire foncier.

Du reste, la règle « *Propre ne remonte* », perdit, de bonne heure, son caractère primitif et signifia seulement que les propres d'une ligne ne passent aux ascendants d'une autre ligne qu'à défaut de collatéraux dans cette ligne. Aussi lors de la réformation de la plupart des Coutumes, sans parler du droit de retour de l'ascendant donateur, même pour les propres les ascendants primaient les collatéraux dans leur ligue, et n'étaient primés que dans l'autre ligne par les collatéraux quelque éloignés qu'ils fussent du reste.

2° La succession aux meubles et acquêts se réglait de la façon suivante :

En première ligne venaient les descendants suivant la proximité du degré et sans aucun privilège de masculinité ni d'ainesse, la représentation était admise *in infinitum*.

En seconde ligne les ascendants ; ils primaient tous les collatéraux même ceux que nous appelons privilégiés. On leur appliquait la règle de la proximité du degré et ils succédaient à égalité de degré, par tête, sans aucune distinction entre les lignes.

En troisième ligne, les collatéraux, toujours d'après le même système. Le privilège de double lieu n'était pas admis, et la représentation autorisée seulement dans d'étroites limites.

Nous pouvons maintenant entrer dans l'étude du droit de notre province. Une simple inspection des textes suffit à nous faire voir tout d'abord la différence énorme qui sépare sur ce point l'Usance de la Coutume.

En effet au titre VI des successions, cinq articles seulement, le premier posant le principe général : « Suivant la coutume générale de ce royaume, la mort saisit le vif... » et les quatre autres réglant la succession des biens nobles. Pour les autres biens qu'ils fussent meubles ou immeubles, propres ou acquêts rien. Il faut passer au titre VI des donations et des testaments, pour trouver l'explication de la brièveté de notre usance sur ce point. Voici, en effet, ce qu'on y lit :

« Au reste des successions donations testaments et legs, on a coutume de se régler et gouverner suivant le droit écrit. »

Sauf en effet quelques particularités de détail, résultant soit des pratiques suivies, soit de la jurisprudence du parlement de Bordeaux, nous ne trouverons pas de différences bien nettes, avec le système général des pays de droit écrit.

Voilà ce qui a fait classer la partie de la Saintonge située entre « mer et Charente », parmi les pays de droit écrit. Un examen plus approfondi, nous permettra de montrer que cette classification est inexacte sur certains points.

Tout différent est le système de la Coutume qui se rap-

proche beaucoup de celui de la Coutume de Paris. Nous y trouverons, ce qui désole Béchet, plus particulièrement romaniste que les autres commentateurs, la division tripartite des biens, avec des règles de dévolution particulières.

Pour une raison de commodité, nous allons d'abord exposer le système de l'Usance : nous le ferons rapidement car il a moins d'intérêts que l'autre.

Béchet, dans sa conférence sur l'Usance, arrivé au titre des successions, annonçait qu'il avait fait ici un petit traité des successions telles qu'elles étaient usitées dans l'Usance, mais qu'ayant en ce moment là, en train, un commentaire sur la Coutume de Saint-Jean d'Angély, il l'y insérerait. C'est là que nous avons trouvé ce traité des « successions du droit Romain et selon qu'elles sont observées dans l'Usance de Saintes ». Nous y puiserons nos explications en les corroborant et en les corrigeant au besoin par le traité de Dusault qui, bien qu'écrivant beaucoup plus tard, n'en remonte pas moins lui aussi aux vieux usages.

D'abord unité de patrimoine ; du moins en principe, plus de distinction entre les propres, les meubles et les acquêts.

Au premier rang, les descendants avec la représentation admise *in infinitum*.

Au deuxième, les ascendants (le défunt ne laissant ni frère, ni sœur, ni descendant d'eux).

Ils succèdent suivant la proximité du degré, la succession étant partagée en deux parties et une moitié attribuée à ceux de chaque ligne.

« En ce lieu, dit Béchet, se présente cette difficulté, savoir si le père et la mère succédant à leur fils, le père con-

serve l'usufruit sur la portion de la mère et si la mère succédant à l'exclusion de l'aïeul paternel cestuy-ci prend l'usufruit *jure patriæ potestatis*. » Et Béchet était d'avis que « l'héritier de la mère doit attendre le décès du père qui a droit de jouir de la portion de sa femme sa vie durant ». Nous nous demandâmes longtemps ce qu'était ce droit d'usufruit marital. Nous avons bien vu quelque chose d'analogue dans les Coutumes anglo-normandes sous le nom de Curtesy of england (1), mais nous étions surpris de retrouver cet usufruit très particulier en Saintonge. Il existait également dans les vieilles coutumes de Touraine-Anjou dont nous aurons à relever maintes fois les points de ressemblance avec le droit saintongeais : « Il est usage en Anjou que home tient les héritages de sa fame puis que il a eu heir qui ait crié et braît ».

Comme ces provinces ont été également soumises à l'influence anglaise, la question d'origine de cet usufruit si particulier reste un peu douteuse. Malgré les affirmations des auteurs anglais qui y veulent trouver une institution essentiellement anglaise, on se prononce, en général, en France dans le sens contraire (2). On y voit un vieil usage autochtone passé en Angleterre avec la Conquête normande qui a disparu en France progressivement avec les progrès de la communauté légale de biens, qui rendait son utilité bien moins grande. Il aurait persisté au contraire dans les pays où ce système légal n'existait pas. Pour le ressort de

(1) Glasson. Histoire du droit et des Institutions de l'Angleterre.

(2) Glasson. Histoire du droit et des Institutions de la France.

l'Usance de Saintes, la théorie se confirme pleinement. En effet le système légal est celui de la communauté réduite aux acquets ; or, dans le ressort de la coutume, où le système légal est la communauté pure et simple (système actuel du C. Civil), nous ne trouvons pas trace dans auteurs de cet usufruit marital.

La Curtesy of england, se retrouve également dans la Normandie, pays où le système de Communauté n'existait pas. — Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question dans l'origine du droit Saintongeais, mais poursuivons d'abord l'explication du système de l'Usance :

Au troisième rang venaient les Ascendants en concours avec les frères et les sœurs germains. On partage la succession en deux, une moitié pour chaque groupe d'héritiers.

Au quatrième, les frères germains sans le concours d'ascendants, ils excluent les frères d'un seul côté. S'il n'existe pas de frère germains la succession revient aux frères d'un seul côté. Mais en cas de concours entre un frère germain et un frère utérin par exemple, comment se règle la succession ? La partagera-t-on en deux parties égales ? C'était le système consacré par le Parlement de Bordeaux. Où l'utérin succéderait-il aux biens venus *ex matre*, et réciproquement le consanguin à ceux venus *ex patre* ? Dans le ressort de l'Usance, on admet cette deuxième solution qui montre l'importance des principes coutumiers dans notre pays.

Il nous reste à voir les droits des époux. Il n'y a pas de parents, le fisc exclut-il l'époux suivant ? Non, répond l'Usance, ou mieux ses commentateurs, contrairement à ce

qui était décidé dans le ressort du Parlement de Toulouse. Bien mieux, si l'un des époux restait sans ressources et que par suite de l'absence de douaire ou de communauté, il n'eut aucuns biens, il avait droit à un quart des biens de son conjoint en toute propriété. S'il y avait des enfants, au nombre de quatre ou au-dessous, il n'avait ce quart qu'en usufruit, et s'il y avait plus de quatre enfants, son usufruit n'était que de la part d'un enfant. Ainsi, même dans l'Usage où le douaire n'avait lieu que s'il avait été convenu, et où la communauté était réduite aux acquets, le conjoint survivant, était comme on le voit, très suffisamment protégé. Dans la Coutume où le douaire était légal, ce genre de protection était moins utile.

Le système de la Coutume nous arrêtera plus longtemps il n'est pas aussi simple :

Art. 7. « Si aucun descendant en droite ligne va de vie à trépas sans hoirs procréés de sa chair, délaisse père, mère ou autres ascendants, frères, sœurs ou autres collatéraux, les père, mère ou autres ascendants *secundum gradus prerogativum* lui succèdent *es biens meubles* et *es biens* qu'il ou son prédécesseur ascendant aurait donné au descendant décédé et *es acquets* avec les frères et les sœurs s'il y en a, et s'il y en a pas succéderont seuls *es dits acquets* et *es héritages* succéderont les frères et sœurs ou autres collatéraux, ceux qui sont du branchage dont les héritages sont provenus.

Art. 8.— En succession collatérale *es meubles* et *acquets* de frère et sœur qui sont décédés, les frères et sœurs de

tous côtés ou qui le représentent sont préférés aux frères consanguins ou utérins seulement.

Art. 9. — Et s'il n'y a frère ou sœur des deux côtés ou qui les représentent, les frères utérins succèdent avec les consanguins es meubles et acquets par égales portions.

Art. 10. — Et en tant que touche les héritages, ils suivent le branchage de sorte que s'ils sont venus du côté de la mère, les utérins excluent les consanguins *tantum*, et succèdent es biens provenus de la mère avec ceux qui sont frères et sœurs de tous côtés, et aussi au contraire si les héritages sont venus du côté du père les consanguins excluent les utérins et succèdent avec ceux qui sont en *utroque latere* ».

Voici en quels termes, Maichin commente ces articles : « Quant à la notre (Coutume) elle dit que les père et mère ou autres ascendants, selon la prérogative du degré, doivent avoir et prendre *tous les meubles* de leurs enfants ou petits-enfants décédés *ab intestat* sans hoirs procréés de leur chair en légitime mariage, à l'exclusion de leurs frères et sœurs. Qu'en ce qui concerne les *acquets* délaissés par susdits enfants ou petits-enfants, ils y succèdent concurremment avec leurs dits frères et sœurs des deux côtés, *in capita*, et qu'à défaut de frères et sœurs ils ont entièrement les dits acquets ; qu'aussi les dits ascendants peuvent reprendre toutes les choses par eux données à leurs descendants de l'hérédité desquels il est question, soit par contrat de mariage ou autrement ; mais que *les héritages* suivent les branchages en telle sorte que ceux qui sont venus de l'estoc de la mère retournent aux parents mater-

nels, quoy qu'en un degré bien éloigné au préjudice du père et pareillement ceux qui sont provenus du côté paternel appartiennent aux parents paternels à l'exclusion de la mère, suivant la règle vulgaire, *paterna paternis materna maternis* qui est ponctuellement observée en ce ressort. Qu'au regard des successions en ligne collatérale les frères et sœurs qui sont conjoints des deux côtés succèdent es meubles et acquets de leur frère prédécédé, à l'exclusion de ceux qui ne sont conjoints que d'un côté seulement, et que lorsqu'il n'y a point de frères et sœurs *ex utroque latere*, les utérins et les consanguins partagent les dits meubles et acquets par portions égales, mais que les héritages, suivent toujours la ligne dont ils sont venus, comme est dit, de sorte qu'un frère consanguin succède avec un frère germain et conjoint des deux côtés, au fonds venu de l'estoc de leur père commun, *non habito respectu duplicatis vinculi*, et de même le frère utérin partage également l'héritage venu du côté maternel avec ses frères et sœurs qui sont conjoints au défunct en *utroque latere* ».

Nous avons tenu à citer cet un peu long passage de Mai-chin d'abord parce qu'il est un excellent commentaire des dispositions de la Coutume, puis parce qu'il donne une idée de la manière de notre auteur, on voit que même en une matière difficile comme celle-ci, la clarté ne l'abandonne pas. Malheureusement, il est incomplet sur beaucoup de points, pour l'explication desquels, Béchét nous sera d'un grand secours.

Le système admis par notre coutume est donc identique à celui de la Coutume de Paris en ce qui touche les meu-

bles, pour la succession desquels, les ascendants priment tous les collatéraux, il en diffère pour *les acquêts* ou au contraire il fait concourir les collatéraux privilégiés avec les ascendants quels qu'ils soient, tandis que la Coutume de Paris les écartait absolument, système assez rapproché de celui de notre Code Civil actuel, qui fait concourir les collatéraux privilégiés avec les ascendants, mais seulement avec les ascendants privilégiés.

Il faut voir évidemment une influence romaine dans ce concours admis par notre coutume, mais nous ne voyons pas bien pour quelle raison on n'a pas identifié les meubles aux acquêts pour leur appliquer les mêmes règles : à moins que l'on ne veuille y voir une de ces transactions fréquentes nous le savons dans notre droit, entre les deux systèmes opposés, le romain permettant le concours, le coutumier au contraire le prohibant.

En revanche pour la dévolution des propres, notre coutume suit entièrement le système de la Coutume de Paris. « Il faut remarquer en effet, dit Maichin, que suyvnt la disposition de l'art. 32 de la nouvelle coustume de Paris... pour être capable de succéder à aucun héritage procédant des ascendants, ou à un acquêt qui a fait plusieurs fois souche en la directe qui est une même chose, il suffit d'être parent du côté et ligne dont ledit héritage est eschu et advenu encore qu'on ne soit point de la tige ni de l'estoc du premier auteur qui l'a premièrement et originairement apporté en la famille, *« sufficit esse conjunctum a latere nec requiritur descensus stipite »*. Ainsi, il a été jugé que le cousin germain de celle *de cujus successione agebatur*

étant du côté et ligne dont procédaient les héritages, notwithstanding qu'il ne fut descendu en droite ligne de l'acquéreur, devait être préféré au frère utérin bien que plus proche. »

Notre Coutume était donc de côté et ligne, mais voici des points maintenant où elle va différer du droit coutumier ordinaire. La Coutume, nous venons de le voir, reconnaît à l'ascendant donateur, le droit de reprendre les biens donnés, dans la succession du descendant mort sans postérité. Mais à quel titre pourra-t-il les revendiquer ? Il est inutile que nous insistions sur l'intérêt bien connu que présente la question. Maichin nous répond : « non par aucun droit successif et héréditaire, mais par un droit propre et particulier de reversion. » Voilà qui est fait pour nous surprendre après ce que nous venions de voir. Et Maichin à ce propos, critique en ces termes, la disposition de la Coutume portant : « les père, mère ou autres ascendants, *secundum gradus prerogativum*, succèdent ès biens meubles et es biens qu'il aura donnés au prédécesseur ascendant, au descendant décédé », car, dit-il, « ils ne succèdent pas aux biens qui sont émanés d'eux et n'y sont pas appelés comme plus proches parents, mais comme donateurs ; et il fallait dire qu'ils succèdent aux meubles de leurs enfants selon la prérogative du degré et reprennent par droit de revision les biens qu'ils leur avaient donnés, qui est le langage de la Coutume de Nivernais, art. 9, titre des donations. »

La critique de Maichin serait fondée si le droit de l'ascendant donateur était proprement un droit de revision.

Mais c'est ce qui reste à prouver. Il semble bien qu'en lui donnant ce caractère, l'on va à l'encontre des termes formels de la Coutume. Au fond c'est ce que prouve cette critique de notre juriconsulte.

D'un autre côté, la place qu'occupe l'article en question au titre des successions, montre bien qu'on le considérerait comme une succession spéciale, régie par des règles particulières. Au reste les espèces suivantes que nous empruntons à Dusault laissent bien voir que la jurisprudence n'était pas très ferme sur ce point. En 1634 la Cour du parlement de Bordeaux confirma une donation faite par une femme à son mari au préjudice du droit de reversion prétendu par le père et la mère de la donatrice qui « s'étaient rendus appelants d'une sentence de ce siège ». En revanche quelques années plus tard, la Chambre de Guyenne, arrêt du mois de juillet 1643, déclara nulle une donation faite par Charlotte Perrin à Legendre son mari, jugeant que « les biens donnés par ledit Perrin et Jeanne Barbat sa femme à ladite Charlotte leur fille, décédée sans enfants, leur étaient retournés de plein droit ». — Pourvoi de Legendre au conseil privé du roi en contrariété d'arrêt avec celui de 1634. Celui-ci confirma l'arrêt de la Chambre de l'édit et maintint le droit de retour qui perdit tout caractère successif. Reculant devant certaines conséquences de ce système, Maichin proposait une solution mixte peu juridique peut-être mais pratique : il se serait exercé au préjudice de tous titres lucratif, mais non des titres onéreux. Il aurait résolu les donations, les testaments et les codicilles, mais non pas les aliénations à titre onéreux ni les hypothèques. Il ne

semble pas que la jurisprudence l'ait suivie dans cette voie. Notre Code Civil a consacré le système coutumier, le retour de l'ascendant donateur est aujourd'hui un droit héréditaire.

Nous n'insisterions pas davantage sur ce sujet, s'il ne nous semblait intéressant au point de vue de la marche du droit dans notre pays. Sans doute il montre d'abord (ceci n'est pas de la nouveauté, l'influence considérable du droit romain), mais il prouve aussi que cette influence ne s'est produite qu'assez tard. D'après le texte littéral de la coutume, et d'après la place que l'article occupait au titre des successions, il semble bien probable que primitivement, le droit de retour de l'ascendant donateur avait un caractère de droit héréditaire, successif. Ce ne fut que plus tard sous l'influence romaine renaissante, toute puissante au parlement de Bordeaux et sur nos jurisconsultes que le caractère de clause résolutoire tacite triompha, mais ce ne fut pas sans lutte comme on vient de le voir.—Elles montrent que le droit coutumier dominait autrefois ici, mais qu'il dût céder pied, peu à peu, devant l'élément romain.

Donnons pour terminer sur les successions *ab intestat* les règles relatives à la saisine des héritiers. Elles sont identiques dans l'Usance et dans la Coutume :

Coutume. — Le mort saisit le vif son plus proche parent habile et lignager habile à succéder es biens dont était mort vestu et saisi au temps de son décès, et peut le lignager proche parent ou héritier pour les troubles et empêchements qui luiseront faits esdits biens, dedans l'an et jour du décès, se complaindre, ou autre voie possessoire prendre comme

s'il avait appréhendé possession par appréhension de fait.

L'Usance dit plus simplement : « Suivant la coutume générale du royaume le mort, saisit le vif son plus proche parent habile à succéder, lequel peut former complainte sans possession de fait précédente. »

Au reste comme le dit Bugnyon (Traité des lois abrogées livre I. satire 205, cité par Maichin) :

« Qui aliis succedunt tam ex testamento quam ab intestato hæredes generaliter appellantur et sine apprehensione possidere statim a morte decessoris intelliguntur. »

Bugnyon soulève ici une difficulté considérable savoir : si le légataire peut se mettre en possession des objets légués *proprio motu* ou s'il doit, au contraire, en demander la délivrance à l'héritier. L'affirmation ne va toute seule ; en effet il y a un article de la coutume qui dit formellement :

« Aucun testateur ne peut faire que le légataire autre que la femme, de l'héritage ou de ce qui est censé héritage, soit saisi, mais faut qu'il prenne le légat par les mains de l'héritier. »

Et Béchét a soin de nous dire qu'il y a « une notable controverse si l'héritier testamentaire, le légataire peuvent entrer en possession de leur autorité privée et sans appeler l'héritier. » L'art. LXXVII, au titre des donations entré époux, vient jeter un peu de clarté dans les débats. Il porte en effet que :

« Ou donation est faite entre personnes conjointes, le mari ou la femme survivant, n'est tenu avoir, prendre ni demander la possession des choses données, par la main de l'héritier du donateur décédé en tant que touche les

meubles et acquêts immeubles, ains en est saisi et peut s'en emparer, et iceux retenir de son autorité privée ». Mais en tant que touche les biens, immeubles et héritages obtenus par succession en aura la possession par les mains de l'héritier ».

Cette règle, nous dit Béchet, aurait été étendue à tous les légataires et pour tous les biens en cas de permission du *de cujus*, de sorte que lorsque ce dernier en aurait manifesté clairement la volonté, le légataire aurait eu une véritable saisine non seulement pour les meubles et acquêts, mais encore pour le patrimoine. Nous devons cependant avouer que la chose n'est pas des plus clairement traitée dans nos auteurs et nous ne voudrions pas nous prononcer trop fermement en faveur de l'affirmative.

La division entre les deux parties de notre province pour les successions *ab intestat*, est donc bien nette et les principales différences en viennent, nous l'avons montré, du droit romain. Son influence a été telle, que sur bien des points spéciaux, elle est venue modifier le système de la Coutume ; tandis que dans l'Usance, elle régnait en maître.

Son action, du reste, ne s'est exercée qu'assez tard, puisque pour le retour de l'Ascendant donateur par exemple, au début, le système admis était celui de la Coutume de Paris. Nous verrons également dans le chapitre suivant, que son influence sur les testaments Saintongeais qui furent au XVI^e siècle de véritables testaments romains ne date que du commencement du XIV^e siècle.

Cette prédominance du droit Romain dans la partie sud

de la Saintonge, nous avons essayé de l'expliquer d'abord par sa situation géographique, plus proche du pays de pur droit écrit, mais aussi et surtout par ce fait que, d'après les données de l'histoire, les établissements des Romains y étaient beaucoup plus importants et de bien plus longue durée que dans le Nord où la race Celtique s'était maintenue plus pure de tout mélange.

CHAPITRE III

Successions testamentaires

§ I. — Ce dont on peut disposer

A lui seul le titre de ce chapitre montre la profonde différence qui existe sur ce point, entre le droit de notre province et celui de la Coutume de Paris.

Succession testamentaire, c'est-à-dire échec à la règle la plus générale et peut-être la plus importante du droit Coutumier, où l'on n'admit jamais en principe du moins, que la volonté de l'homme fut suffisante pour créer un héritier. « *Deus solus heredem facere potest* », écrivait énergiquement Glanville.

Dans un premier paragraphe nous étudierons *ce dont on peut disposer*.

Dans un deuxième : *Comment on en dispose*.

Rappelons brièvement le système de la Coutume de Paris. La liberté testamentaire y est assez restreinte. D'abord on

ne peut pas, nous le savons, changer l'ordre légal des héritiers. On peut cependant dans une certaine mesure modifier l'émolument héréditaire, à titre onéreux, par les divers actes d'aliénation, à titre gratuit, par les testaments et les donations.

« Toutes personnes saines d'entendement, âgées et usant de leurs droits, peuvent disposer par testament et ordonnance de dernière volonté, au profit de personne capable, de tous leurs biens, meubles, acquêts et conquêts immeubles et de la *cinquième partie* de leurs propres héritages, et non plus avant encore que ce fut pour cause pitoyable. » Art. 292. Coutume de Paris.

Une réserve Coutumière des quatre-quints protégeait donc les propres contre les dispositions testamentaires du défunt. Contre les donations, il n'y eut longtemps, que des difficultés résultant de l'irrévocabilité et du désaisissement actuel du donateur. Bientôt, on trouva la protection insuffisante, et une légitime portant sur tous les biens (protégeant par conséquent les meubles et les acquets) assura aux enfants, mais à eux seulement, la moitié de leur part héréditaire, *ab intestat*. La légitime féodale garantissait enfin à l'ainé, vis-à-vis de ses puînés, la totalité de son droit d'aïnesse.

Il est vrai que par une série d'expédients le père de famille pouvait en réalité changer l'ordre légal des héritiers : C'étaient pour ne citer que les principaux : l'Exhérédation, les Rappels à succession, l'Institution contractuelle, la Renonciation à succession future, les Substitutions. — Mais la vieille prohibition demeurait en principe toujours debout.

Nous verrons dans le 2^e § de ce chapitre si ces procédés étaient connus et pratiqués en Saintonge.

Nous connaissons la première différence entre notre droit et la Coutume de Paris : la succession peut être testamentaire. Examinons-la de plus près, car elle est en contradiction, en partie du moins, avec les opinions reçus.

Pour l'Usance, il y a un texte formel : « L'institution d'héritier est tellement nécessaire que sans icelle, tout testament est nul et de nul effet ou valeur excepté pour legs pour cause pie ».

Mais pour la Coutume comme il n'y a pas de texte, il est peut-être utile de justifier notre assertion. Nous la confirmerons à la fois par les témoignages des auteurs et des testaments de l'époque.

Voici ce qu'écrivit Béchét dans son commentaire *de la Coutume* :

« Sur le sujet des testaments, j'observe que la prétention, l'obmission, l'oubliance de ceux auxquels nous avons quelque obligation naturelle de laisser nos biens, tient un notable rang dans la jurisprudence Romaine. Et comme nous n'avons pas d'autres règles *dans notre coutume* pour la forme des testaments et institutions d'héritiers, que celle de cette jurisprudence, et que la faiblesse des notaires m'a fait voir bien souvent des dispositions testamentaires sans l'institution, où auxquelles on obmet aucun des enfants, il ne sera pas inutile d'ajouter en ce lieu un petit traité que j'y ay ramassé au cours des affaires. La maxime est certaine que si les enfants ne sont pas institués ou justement exhérédés, le testament est nul ».

L'influence du droit Romain se fait donc bien vivement dans notre province sur ce point-là. On va même plus loin que lui, on oblige le *de cujus* à instituer ou exhériter ses ascendants. Mais pour les collatéraux, quoiqu'ils aient une légitime dans l'Usance et dans la Coutume, leur prétention est sans influence.

En revanche, il suffit au père d'instituer son fils en une portion moindre que la légitime : le fils a seulement alors le droit de demander le complément. La légitime peut également lui être laissée à un autre titre que l'institution. On peut instituer les enfants *inter exteros*, et l'oubliance des affiliés, comme celle des enfants émancipés est sans effet.

Nous essayerons plus tard d'étudier l'évolution du testament en Saintonge, à l'aide des divers spécimens qui nous en restent, pour le moment sans commentaire aucun, comme la justification promise toute à l'heure, nous en donnons un de 1295. C'est celui d'un certain Guillaume le Court, Bourgeois de Beauvais-sur-Matha, arrondissement de Saint-Jean-d'Angély, du ressort de la Coutume par conséquent et qui montre bien que le testament contenait réellement le règlement de l'ensemble des biens composant la succession. Le voici :

— *In nomine patris et filii et spiritus sancti amen. Ego Guillelmus li Court, senior burgensis de Bavesio sanus mente licet æger corpore testamentum meum... cum assensu et volumptate Osanne Peyroche uxoris meae facio et ordino in hunc modum :*

In primis volo et precipio debita mea a me debita, omnibus creditoribus meis integre persolvantur,

Deinde heredes meos instituo in hoc præsentī ultimo testamento meo, in omnibus bonis et rebus mobilibus et immobilibus et se moventibus et nominibus debitorum et juribus et actionibus quæ michi proeisdem que sunt quæ habeo et habere possum in villa Bavesii et... etc. sive sint acquisita a me, seu michi alias obveniencia ex quacumque racione occasione vel causa Guillelmum lo Court, juniorem, fratrem meum commorantem apud Bavesium et Aleaydim uxorem suam volens remunerare servitium mihi fideliter abeisdem impensum, cum circa me et reas meas extiterent multipliciter favosi, nolens quod alius de fratribus meis aliis cum ipso Guillelmo et Aleyadi unore suo, percipiat aliquid in hereditate mea predicta rebus et bonis predictis : in quibus ipsos heredes meos instituto, immo volo quod ipse solus cum Aleyadi unore suo heredes mihi existant. Instituo tamen ipsum Guillelmum et Aleyadim uxorem suam heredes meos in rebus meis et bonis predictis, usufructu retento Osanne, uxori meæ vita comile, instituo inquam dictum Gullelmum fratrem meum cum Aleyadi uxore sua, heredes meos, in omnibus rebus meis predictis ad faciendam tam in vita quam in morte de predictis suam omnimodo plenariam volumptatem, tamen prius omnibus legatis meis a me factis inferius adscriptis solutis per manus exequutorum meorum inferius adscriptorum ; legata vero a me relicta sunt hæc que sequuntur.

Puis suivent quantité de legs de sommes d'argent faits à des parents, à des amis et surtout aux églises et monastères des environs. En voici généralement la teneur :

« Item lego Arnaldo Bonelli quatordecim solidos ad emendas quatuor alnas de burello ad faciendum unum supertunicale semel solvendo..... »

Ensuite, il nomme différents exécuteurs testamentaires et révoque tous les testaments qu'il aurait pu faire antérieurement, même la donation faite en faveur de sa femme sous la réserve du droit d'usufruit, que nous avons vu précédemment. Il ajoute alors :

« Preterea hoc testamentum meum seu ultimam voluntatem omnibus modis valere volo de jure vel de facto, de iure vel de consuetudine, et si non valeat de jure vel de consuetudine, vel in parte ut testamentum, valeat tamen jure codicillorum... Hoc autem testamentum facio et ordino testibus presentibus qui sequuntur, specialiter a me ad hoc vocatis et roguatis : fratre Petro Mathei, magistro capellario de Bavesio, Petro Dyo Chemin, clerico, dicto Chæne et Guillelmo et Jacobo de Boscho fratribus, Arnaldo Mercerii et Guidone Antonici clericis. Ademart Agaleti et Osana uxore mea.

Osanna, l'épouse de Guillaume, confirme ce testament dans tous ses articles : « maxime heredis institutionibus consensum meum prebeo et assensum, retento tamen mihi usufructi in bonis predictis et rebus, prout superius est expressum. »

Enfin, mention de l'apposition des sceaux des témoins.

Dans le 2^e § de ce chapitre nous étudierons les conditions de forme des donations et des testaments. Nous rechercherons si ce que nous avons appelé les « moyens indirects » de faire échec à la règle Institution d'héritier n'a lieu, étaient

employés ici. Leur validité est certaine, leur utilité beaucoup moins. Pour le moment, bornons-nous à constater le puissant effet du testament, et voyons ce dont il est permis de disposer soit entre vifs, soit à cause de mort dans notre province.

Le système est assez particulier. Il fixe une légitime invariable quelque soit le nombre des enfants ou des légitimaires et s'appliquant seulement *aux propres* en principe du moins. En revanche, elle les garantit aussi bien contre les donations que contre les testaments. Nous sommes loin n'est-il pas vrai de la Coutume de Paris.

Voici du reste les textes-Coutume : « Toute personne habile à tester qui a des biens, immeubles obtenus par succession, peut disposer à son plaisir et volonté des meubles et acquets immeubles, et de la tierce partie de son héritage *s'il n'a enfants naturels et légitimes.* »

Art. 2. — « Mais s'il n'a point d'héritage peut seulement disposer des meubles et de la tierce partie des acquets *etiam* en avantageant l'un des héritiers présomptifs, mais lors des deux parties des dits acquets ne peut disposer. »

Art. 3. — « Et si le mourant n'a d'héritages de succession ni acquets immeubles, peut tant seulement disposer par dernière volonté de la tierce partie des meubles en la manière susdite es acquets immeubles. »

Art. 4. — « Le père et la mère ou autre parent en leur héritage peuvent avantager l'un de leurs enfants ou autres héritiers *présomptifs quand n'y a enfants en la tierce partie de leur héritage.* »

Art. 5. — « Si aucun n'a point d'héritages obtenus par

succession les acquets immeubles sont censés héritages et où il n'y a héritages obtenus par succession ni acquets immeubles, meubles sont censés héritages. »

Usance : « Nul ne peut donner entre-vifs ou à cause de mort que tous ses biens meubles et acquets et le *tiers de son patrimoine*. Celui qui n'a pas de patrimoine ne peut donner que le tiers de ses acquets et ses meubles lesquels acquets en ce cas tiennent lieu de patrimoine. Et celui qui n'a pas de patrimoine ni d'acquets ne peut donner que le tiers de ses meubles lesquels aussi en ce cas tiennent lieu de patrimoine ». Collégé par Béchet sur la notoriété des Bertinands du dernier de Janvier 1612.

Une première remarque tout d'abord. Bien que la coutume ne parle que des testaments il est d'usage constant de leur assimiler les donations et de les soumettre aux mêmes restrictions. L'*Usance* est catégorique sur ce point. « Nul ne peut donner entre-vifs où à cause de mort... » et ni Béchet dans sa conférence des deux coutumes, ni Mai-chin, ni Dusault ne relèvent en cette matière de différences entre elles.

Donc le défunt laisse-t-il un patrimoine, des *héritages*, le mot est peut-être encore plus expressif que propres, il pourra disposer de ses meubles, de ses acquets immeubles et du tiers de ses héritages. Par un système assez ingénieux, s'il n'en possède pas, on transforme les acquets et à défaut d'acquets les meubles en patrimoine et la légitime portant sur eux comme elle eut porté sur le patrimoine s'il avait existé, ne permet d'en donner que le tiers. On déjoue ainsi une fraude facile de la part d'un *de cujus*

voulant frustrer ses héritiers réservataires, et qui eut tout simplement consisté à changer par des ventes ou actes similaires les propres en acquets ou en meubles.

Mais n'y avait-il pas un autre moyen très simple aussi de tourner la règle : conserver par exemple un très petit héritage et convertir le reste en meubles ou acquêts dont on pouvait disposer à plaisir ? Non car intervenait la *théorie du cumul*.

« Lors, dit Maichin, que les acquêts sont sans comparaison de plus grande et notable valeur que le patrimoine on les cumule ensemble et on ne fait du tout qu'une même masse de laquelle le donataire prend un tiers et les héritiers présomptifs les 2/3 restants pour leur légitime. »

Il faut pour donner naissance au cumul que les acquêts aient *trois fois autant* de valeur que le patrimoine. Pareillement si les meubles valent trois fois le patrimoine et les acquêts, on les cumule avec eux et le légitimaire prend sa légitime sur le total. Mais si les meubles réunis aux acquêts valent trois fois le patrimoine, Béchét reconnaît que le cumul n'a pas lieu, bien qu'il y ait même raison de le faire.

Ce droit de cumul est caractéristique d'un certain groupe de coutumes : Touraine, Anjou, Maine, Poitou, Angoumois qui admettent aussi la réserve des 2/3. Mais tandis que dans certaines le cumul avait lieu tant en ligne directe qu'en collatérale, Angoumois par exemple, ici il n'avait lieu qu'en ligne directe, sous l'influence évidente du Droit Romain qui ne reconnaît pas de légitime aux collatéraux. Maichin nous raconte ingénûment que « trouvant même raison de l'accor-

der aux collatéraux » il jugea en ce sens, mais que sa sentence fut réformée « par arrêt donné au rapport de M. de Ségur, de sorte qu'à présent je n'estime pas qu'en ce point il y ait plus de difficultés ». Quant aux ascendants, « bien, dit Béchet, que quelques esprits aient hésité sur ce point il y a même raison de leur concéder la confusion laquelle est observée en notre pratique ordinaire. » Il eût paru logique de l'accorder aussi aux collatéraux comme le voulait Maichin puisqu'ils ont eux aussi une légitime...

Mais au premier abord il semble que cette question de cumul ne soit pas de nature à se présenter bien souvent du moins dans le ressort de la Coutume. En effet, dans les art. 1 et 4 de la Coutume, il est formellement défendu de disposer de la quotité disponible au préjudice des descendants. — « Néanmoins, dit Maichin, j'ay appris des plus fameux et anciens avocats de notre siège que nos pères avaient toujours tenu soit en jugeant soit en consultant qu'il était permis à un testateur qui avait des enfants de disposer de ses meubles acquêts et tierce partie du patrimoine au profit d'un étranger tout ainsi que la clause : « s'il n'a enfants naturels et légitimes », n'eut point été apposée à la fin de cet article et que cette ancienne coutume avait été confirmée et autorisée par nombre d'arrêts du Parlement de Bordeaux ». Malgré une jurisprudence qui semblait si fermement établie, un beau jour il se trouva des esprits « s'élevant au-dessus des sentiments communs » qui se référant aux termes nets et clairs de la Coutume, refusèrent aux parents de disposer de la quotité disponible au préjudice de leurs enfants. De nombreux procès en ré-

sultèrent, car par un revirement de jurisprudence curieux, pendant quelque temps, les arrêts donnèrent raison à cette nouvelle prétention. Maichin nous en cite des exemples :

« M. Jean Brochard sieur du Pignaud et damoiselle Marie Legendre sa femme ayant marié, demoiselle Marie Brochard leur fille avec Jean Pitard avocat en la cour, lui avaient constitué la somme de six mille livres en dot avec promesse de ne pas avantager ses frères et sœurs ».

Le 8 mars 1629, donation mutuelle des époux au survivant d'eux, de tous meubles acquêts et tierce-partie du patrimoine, et donation par même acte à M^e David Brochard leur fils, du surplus de leur patrimoine. — « Car, dit Maichin, telles promesses (de ne pas avantager les frères ou sœurs) ne sont point obligatoires dans ce ressort ».

Le père meurt et Jean Pitard attaque la donation comme contraire à la Coutume. Jugement du 3 mars 1645 déclarant la donation bonne et valable. Appel de Jean Pitard et infirmation de la donation par arrêt de la Chambre de l'Edit du 11 juillet 1645. (On ne pouvait se plaindre à cette époque de la lenteur de la Justice, un peu plus de trois mois pour une cause de cette importance, c'était peu).

Les partisans de l'incapacité du père de famille triomphaient donc. Leur triomphe fut de courte durée. Pareille question s'étant en effet représentée peu après, on ordonna avant faire droit une enquête par Turbe, et l'issue en faveur de la liberté de disposer n'en devant pas être douteuse, il y eut avant cela désistement du demandeur. Nous devons essayer d'expliquer ces curieux changements de jurispru-

dence. Ils sont instructifs, croyons-nous, pour suivre la marche du droit en notre pays.

Au début, et les termes formels de la Coutume confirment bien cette manière de voir, le testament ne dût être permis sauf pour faire des legs pieux, que lorsque le père de famille mourrait sans descendants. Dans ce cas, en effet, le besoin de testament se fait vivement sentir. On comprend, qu'à défaut d'enfants, il y ait certaines tendances personnelles que le défunt puisse suivre dans la disposition de ses biens. Aussi ne consacre-t-on la possibilité de tester que dans ce cas-là. Sur ce point particulier comme sur beaucoup d'autres, notre droit est conforme à celui des anciens Usages d'Anjou et des Etablissements de St-Louis. On y retrouve la même défense faite au père de famille ayant des enfants de disposer de ses biens : Nous aurons du reste l'occasion de revenir sur ce point quand nous montreront les ressemblances de notre droit avec celui des coutumes de la vallée de la Loire.

Au début donc défense de tester dans ce cas spécial, puis sous des influences connues : Eglise, commerce, diminution des communautés et des sentiments communautaires, droit romain, le testament passe davantage dans les mœurs. On en arrive, timidement d'abord, plus ouvertement ensuite, à reconnaître sa validité même quand le père de famille laisse des enfants. La vieille défense subsiste encore dans les lois, mais comme un vieil épouvantail, qui ne trompe plus personne. On a fait sans s'en douter bien certainement, comme les Romains avec les XII Tables. — Le procès-verbal de la rédaction de la Coutume de St-Jean vient jus-

tifier notre manière de voir. Il nous apprend, en effet, qu'à la première rédaction la restriction « s'il n'a pas d'enfants naturels ou légitimes » n'existait pas :

« Et en faisant lecture et publication du titre des testaments et autres dernières volontés par avis et délibérations des dits états à la fin du *premier article d'iceluy fut adjouté* les mots *s'il n'a enfants naturels ou légitimes* ».

Que s'était-il passé ? Au moment de la rédaction de la Coutume, la liberté du père de famille, dans notre cas spécial, était passée dans les mœurs, et les rédacteurs, voulant conformer la loi à la pratique, avaient passé sous silence l'ancienne prohibition. Mais entre temps, quelque vieux praticien, quelque possesseur d'antiques manuscrits, avaient remarqué l'omission, et ils demandèrent, lors de la publication, l'insertion d'une clause abolie par l'usage, mais consacrée encore par de vieux textes, par ces vieux « cayers » dont nous parle le procès-verbal de rédaction, que l'on sortit pour la circonstance. Béchet, Desvignes, Maichin nous affirment que la nouvelle rédaction ne fut jamais appliquée, et il est impossible d'expliquer autrement l'insertion d'une clause relatant un usage aboli.

Pendant quelques années tout alla bien, on suivit les pratiques ordinaires ; mais dans la suite avec la renaissance des études juridiques, l'habitude des critiques et des discussions, on analysa ce droit de disposition du père de famille. Est-il conforme à la justice, au droit naturel ? Ces biens venus des aïeux ne doivent-ils pas parvenir intégralement aux enfants ? Est-il juste de permettre d'avantager l'un au détriment des autres ? Non. Et alors éclosion de

multiples procès, car les théories nouvelles étaient en contradiction avec les pratiques admises. Nous avons vu que la jurisprudence se ressaisit assez rapidement et ne consacra pas ce retour de plusieurs siècles en arrière. Nous avons cru curieux de retracer ce mouvement réactionnaire inspiré uniquement par des idées de justice envers les enfants et bien différent de celui de l'Epoque révolutionnaire ayant eu, semble-t-il, en vue, bien moins l'intérêt des individus que celui de la Société intéressée à une certaine répartition des fortunes.

Pour nous cet état de droit que nous venons de retracer est une des nombreuses *étapes naturelles* du droit de tester allant de la défense absolue à une liberté de plus en plus grande. Nous l'avons trouvé disons-nous dans les anciennes coutumes de Touraine-Anjou. Il en est de même de la défense d'avantager un des enfants au détriment des autres que nous expliquons de la même façon. — Notre coutume ne la consacre point en termes formels loin de là. Elle dit :

Art. 4. — « Le père et la mère ou autre parent en leur héritage *peuvent avantager l'un de leurs enfants* ou autres héritiers présomptifs quand n'y a pas d'enfants, en la tierce partie de leur héritage. »

Mais il suffit de se reporter au procès-verbal de rédaction de la coutume pour voir qu'antérieurement le principe justement contraire était adopté :

« Et le quatrième article commençant « le père et la mère » qui *était dénegatif* a été par l'avis et l'accord de tous lesdits états converti en affirmatif, tellement que dorénavant le père ou la mère ou autres parents pourront avantager

l'un de leurs enfants, ou autres héritiers présomptifs en la tierce partie de leurs héritages, *jaçait qu'au paravant le contraire ait été observé* (1)

Il est facile de reconnaître là le principe consacré par la très ancienne coutume d'Anjou : (2)

« Et s'il est coutumier (*le de cujus*) il ne peut donner que la moitié de ses héritages, voire de étrangers et non pas à aucun de ses enfants, car il ne peut améliorer ni avancer l'un plus que l'autre. »

Nous n'insisterons pas davantage pour le moment sur ces traits de ressemblances, les ayant groupés dans une vue d'ensemble à la fin de ce chapitre et ayant essayé d'en donner une explication.

Jusqu'à présent nous n'avons rien trouvé de différent entre la Coutume et l'Usance, rien qui montrât que la première fut plus coutumière que la seconde. Un droit d'option, dont nous allons maintenant parler, offert par la Coutume à l'héritier dans certains cas, prouvera cependant d'ores et déjà l'importance plus grande qu'on y attachait au propre.

En effet en cas de legs des meubles, acquêts et tiers du patrimoine, dans l'Usance l'héritier devait exécuter le testament et se contenter des deux tiers restants du patrimoine, dans la Coutume au contraire il avait le choix ou d'exécuter le testament ou de faire se contenter le donataire des meubles et acquêts en propriété et de la jouissance de tout

(1) Maichin : Commentaire sur la coutume de St-Jean-d'Angély.

(2) Beauteemps-Beaupré, Coutume et institutions de l'Anjou et du Maine antérieures au XVI^e siècle.

le patrimoine durant sa vie. De cette façon à la mort du donataire l'héritier avait la pleine propriété de tout le patrimoine. Ce droit d'option n'avait qu'une bien lointaine ressemblance avec celui de la coutume de Paris qui permettait seulement au lignager en cas de legs universel de se décharger des legs en abandonnant la quotité disponible, meubles, acquêts, et le $\frac{1}{5}$ des propres. Il y avait donc dans notre coutume sur ce point spécial une protection plus sérieuse, plus complète des propres.

Dans le cas d'usufruit de tout le patrimoine le donataire ou légataire doit donner caution de jouir en bon père de famille. Peut-il en être dispensé ? Nos auteurs sont partagés suivant leur plus ou moins de sympathie pour le Droit Romain. Oui disent Maichin et Béchet, non répond Desvignes.

Les Conventions matrimoniales faisaient naître beaucoup de difficultés lors du règlement des droits successoraux. Nous ne pouvons entrer dans le détail de toutes. Il en est cependant de trop importantes pour les passer sous silence. Nous voulons parler d'abord de ce que nos anciens auteurs appellent « l'immobilisation des deniers dotaux. »

On pouvait immobiliser les meubles ou deniers constitués en dot à une fille, de deux manières : soit en stipulant qu'ils seront employés en achat d'héritages propres (clause d'emploi dans le Code Civil) soit en stipulant qu'ils lui seront « censés de nature de patrimoine » (clause de réalisation).

L'effet de la première clause est d'empêcher dans les Coutumes qui admettent l'entrée dans la communauté de

tous les meubles antérieurs au mariage (Coutume de Saint-Jean-d'Angély) ceux-ci d'y entrer. Dans les autres comme dans l'Usance par exemple, où la communauté ne comprend que les acquêts, elle agit seulement au point de vue de la succession. La femme ne peut disposer de ces sommes *que comme d'un propre*.

Les résultats de la 2^e clause sont très variables. L'on peut dire en effet que l'immobilisation vise seulement *la future épouse*. Dans ce cas elle empêche la somme d'entrer dans la communauté et la femme n'en peut disposer que comme d'un propre.

Si l'on a stipulé que la clause opérera tant vis-à-vis « de la future épouse que des siens », elle s'étend alors aux enfants. Et ceux-ci *défunctæ Matre* y succèdent à l'exclusion du père dans les Coutumes où ce dernier aurait recueilli tous les meubles de l'un de ses enfants prédécédé à l'exclusion des autres frères comme dans la Coutume de Saint-Jean. Mais le mari peut succéder à ce propre en la personne du dernier fils, car la fiction cesse justement dans la personne de ce dernier.

Enfin s'il a été convenu que les deniers seraient de nature de propres non seulement à l'égard de la future épouse et des siens, mais encore vis-à-vis *de ceux de son estoc et ligne*, la fiction s'étend aux collatéraux, et en leur personne la somme est également considérée comme propre.

Il n'y eut jamais de difficultés bien sérieuses au sujet de ces clauses pour les successions. Il n'en fut pas de même pour les donations, on soutint que cette immobilisation ne les visait pas, et notamment que même dans le cas de la

dernière clause, le donataire pouvait prendre cette somme immobilière au détriment des collatéraux réservataires. Un arrêt du Conseil de Paris rendu en 1716, dans l'espèce suivante consacra cette solution...

Une demoiselle Sibylle d'Amalvy fut mariée en 1643 avec Gaston de Comminge. Sa mère lui constitua en dot entre autre chose une somme de 75,000 livres d'argent. On stipula la clause d'immobilisation pour 55,000 livres » *pour la femme et ses collatéraux* ». Du mariage naquit un fils Louis de Comminge qui après avoir recueilli les deux successions, fit son testament à Paris, et institua comme légataire universelle, une demoiselle de Dorée. Les sieurs de Pontac et Desaignes ses héritiers coutumiers prétendant que la succession s'était ouverte en Saintonge, soutinrent que le testateur n'avait pu disposer que du tiers de cette somme de 55,000 livres immobilisées par le contrat de mariage.

Leur prétention était conforme à l'Usage ; Béchet, Maichin, Dusault sont unanimes sur ce point. Mais la demoiselle de Doré, s'appuyant sur la Jurisprudence de la Cour de Paris, où l'on n'admettait l'effet de cette clause que pour les successions et non les donations, obtint gain de cause. L'émotion fut considérable en notre pays au dire de Dusault qui nous rapporte cette cause célèbre, car l'arrêt blessait des pratiques bien établies.

Nous en aurions terminé avec cette matière s'il ne nous restait une dernière question à examiner. — *Le de cujus* peut-il, sa vie durant, dénaturer son patrimoine. Il en aliène tout ou partie, à sa mort ses héritiers réservataires peu-

vent-ils s'en plaindre et demander récompense, *remploi* pour nous servir du terme consacré par nos auteurs, sur les autres biens meubles ou acquêts immeubles. — Ce sont nous le supposons, de simples héritiers collatéraux auxquels nous l'avons vu, on ne reconnaît *pas de droit au cumul* qui leur eut permis de prendre leur réserve dans les meubles et acquêts. D'un autre côté nous l'avons vu aussi, il suffit que le testateur ait conservé un très petit patrimoine pour pouvoir vis-à-vis de ses collatéraux disposer « à plaisir » de ses meubles et acquêts. Ils avaient bien le droit de « retenir l'immeuble », le retrait lignager était connu et pratiqué en Saintonge, mais pour une raison ou pour une autre ils n'ont pas voulu ou pas pu l'employer. D'un autre côté, ils ont autrement avantage à frapper ces biens de leur légitime que de les retenir. Sont-ils donc sans protection ?

La question était assez discutée, et donna lieu entre autres à un grand procès où nous allons retrouver nos deux plaideurs malheureux d'il y a un instant, les sieurs de Pontac et Desaignes contre la demoiselle de Dorée.

Ce Louis de Comminge, déjà nommé, possédait deux terres en Saintonge. Il les vendit un peu avant sa mort pour une somme de 95,000 livres qu'il employa en rentes constituées. L'intention de frustrer les héritiers réservataires était évidente : ceux-ci demandèrent le remplacement ou emploi dans la succession, des terres vendues, pour qu'ils y prissent leur légitime des deux tiers. Ils fondaient leur prétention sur une notoriété de 1611 rapportée par Béchet et sur l'usage constant de la province. Ils apportaient

à l'appui de leur dire une notoriété de MM. les Gens du Roy du parlement de Bordeaux ainsi conçue :

« Nous.....

« Attestons et certifions que dans le droit de l'Usance de
« Saintes par lequel les deux tiers des propres sont affectés
« aux proches pour les recueillir en succession comme
« une portion coutumière, le remploi des propres aliénés
« par celui qui décède et auquel il s'agit de succéder a lieu
« et est observé incontestablement, c'est-à-dire que si pen-
« dant sa vie il a aliéné ses propres en tout ou en partie,
« et qu'il laisse des acquêts, ou remplace ou remploie tout
« ce qui a été aliéné de ses propres pour fournir même
« consistance de propres qu'il avait originairement et en
« prendre les deux tiers en faveur des proches et ce rem-
« ploi ne se fait pas seulement sur les meubles et acquêts,
« mais aussi sur la tierce partie des propres dont sans
« cela le testateur aurait pu disposer suivant la notoriété
« rapportée par Béchet sur l'article 61 de l'Usance ».

A tout ceci, mademoiselle de Dorée répondait que le remploi n'était admis que si l'acquisition des acquêts avait lieu dans la province où le patrimoine avait été aliéné. L'argument ne nous paraît pas extrêmement concluant, aussi pensons nous que ce ne fut pas à lui seul qu'elle dut d'obtenir gain de cause. « Mais dit Dusault, si une pareille question avait été portée au parlement de Bordeaux ou au sénéchal de Saintonge, il y a lieu de croire qu'on aurait jugé tout autrement ».

Nous avons cru devoir rapporter ces exemples pour bien montrer l'importance du propre dans notre province. Sans

doute ces « causes célèbres » ont été perdues, mais il semble bien que si elles avaient été plaidées en Saintonge, il en eut été tout autrement. Spécialement la notoriété de MM. les Gens du Roy du parlement de Bordeaux est très importante pour le ressort de l'Usance. Malgré les avis des auteurs, et l'autorité si grande de Béchét, on eut pu douter qu'en un pays réputé de droit écrit, les propres fussent pareillement défendus.

Nos auteurs traitent aussi la question suivante qui était fort controversée dans la Coutume de Paris : Un défunt a légué certains biens propres excédant la quotité disponible mais sans avoir touché aux meubles ni aux acquêts. Le lignager réservataire a le droit de retenir sa réserve ou sa légitime cela va sans dire, mais ne doit-il pas indemniser le légataire sur les acquêts et les meubles car enfin le défunt n'a pas épuisé son droit sur eux puisqu'il pouvait les léguer en totalité.

« Dans ce cas, dit Dusault, ses héritiers n'ont que la voye d'abandonner tous meubles et acquêts et tiers des propres ou d'exécuter la donation sans pouvoir opposer que le donateur a voulu ce qu'il ne pouvait sans vouloir ce qu'il pouvait ». Cela est sans difficulté dit-il, dans les pays de droit écrit où le testateur peut léguer ce qui appartient à l'héritier, de sorte que si ce dernier refuse d'exécuter la disposition il est obligé de se contenter de la réserve et d'abandonner le reste au légataire. C'était le système admis dans notre province. Mais il n'en était pas de même, on le sait, dans les pays purement coutumiers, et l'on connaît les différents systèmes proposés par Laurière, Pothier, et

Ricard, le premier soutenant la nullité, les deux autres la validité du legs. Nous ne les suivrons pas sur ce point. La jurisprudence Parisienne, arrêt d'avril 1673, semblait orientée dans le sens de la nullité sans recours sur les auteurs biens. Telle était également la solution consacrée par l'article 203 de la Coutume de Poitou.

Quant aux dettes du défunt, elles sont à la charge de chaque héritier proportionnellement à ce qu'il a de la succession :

Ainsi l'héritier des meubles paye les dettes mobilières, tandis que l'héritier des immeubles paye les dettes immobilières. Il en est de même des legs qui sont supportés dans les mêmes proportions.

Ce système est celui de la Coutume. Il diffère un peu de celui de l'Usance. En effet, comme cette dernière ne reconnaît, nous l'avons vu, qu'un héritier qui recueille toute la succession, il doit en revanche en supporter toutes les dettes.

Nous ne donnerions qu'une idée bien imparfaite du régime des propres si nous ne parlions du retrait lignager qui complétait pour les aliénations à titre onéreux le rôle de légitime pour les aliénations à titre gratuit. Essentiellement le retrait lignager est le droit pour un lignager, lorsqu'un propre est vendu à un étranger de s'en rendre acquéreur à la place de ce dernier. Il suffisait dans la Coutume de Paris pour avoir le droit de l'exercer, d'être habile à succéder au propres ; le degré de parenté était indifférent au plus diligent à le faire valoir. Le délai d'abord de sept jours fut porté ensuite à l'an et jour.

En Saintonge nous trouvons des règles différentes donnant presque un autre caractère à ce retrait. En effet d'abord il n'est pas uniquement réservé aux propres, mais il peut porter également sur les acquêts :

Usance : « Quand quelqu'un a vendu ou transporté aucuns biens immeubles ou autres choses censées immeubles, comme rente, quand assiette en est faite par contrat de vente sonnante ou équivalent à vente, le parent du vendeur pendant l'an et jour du transport peut venir au retrait en payant le sort principal dans la huitaine après que l'acquéreur aura accepté les offres, exhibé et asseveré son contrat en jugement, partie présente ou deurement appelée et les loyaux coûts, liquidés qu'ils seront ».

A peu près mêmes dispositions dans la *Coutume* :

« Toutes fois et quantes qu'aucun vend ou transporte par contrat sonnante ou équivalent à vente aucune chose immeuble son parent et lignager dans l'an et jour est recevable...

Dans l'une comme dans l'autre le retrait s'applique donc à tous les immeubles sans distinction de propres ni d'acquêts. Il appartient, aussi aux mêmes personnes : on y suit l'ordre des successions et le plus proche héritier exclut le plus éloigné à condition qu'il exerce son droit dans l'an et jour du contrat, et cela même si le plus éloigné a déjà fait le nécessaire, à moins toutefois que le premier ait eu connaissance du procès à la suite duquel le retrait a été prononcé. L'Usance plus sévère n'admet même point ce mode d'approbation tacite. Voilà encore une différence

avec la Coutume de Paris où nous venons de le voir, le plus diligent pouvait forclore le moins.

Mais pour être la même, cette règle ne produit pas dans la Coutume les mêmes résultats que dans l'Usance puisque la succession n'y est pas réglée de la même façon.

« Le plus proche parent dit l'Usance exclut tous les autres sans avoir égard au branchage considérant seulement le degré de succession suivant la raison écrite. »

La Coutume au contraire porte : « Il est et doit être réputé plus proche et préféré quant au fait du retrait lignager, aussi celui qui serait plus proche et préfère au fait de succession. »

Une question intéressante se pose de suite pour l'Usance. La succession s'y règle suivant la loi Romaine et sans distinction des propres ni acquêts, tous les biens vont au plus proche parent. Ce dernier peut être de la ligne paternelle, de sorte qu'il va avoir le droit de retraire un immeuble venant du côté maternel, et *vice versa*. Plus que dans la Coutume encore, le retrait lignager perd donc ici son caractère habituel qui est de conserver le propre dans la famille, dans la ligne d'où il provient. Ce n'est pas qu'il soit facile d'expliquer ces divergences. Nous allons cependant essayer de le faire, jugeant inutile d'entrer plus avant dans des détails sans grand intérêt, sur les prestations à fournir par l'héritier voulant exercer le retrait, et la manière de les fournir.

On le voit dans ce chapitre-ci nous avons relevé plus de différences que de ressemblances avec la Coutume de Paris. Sans doute dans cette coutume comme dans les nôtres

nous retrouvons bien la théorie des propres et une garantie très puissante en leur faveur contre les actes de disposition, même dans l'Usance ou avec la prédominance du Droit Romain le contraire eut paru plus naturel. Mais évidemment les différences l'emportent : la protection accordée aux propres est comprise d'une façon toute différente. Elle est étendue, élargie, on protège les immeubles plutôt que les propres, puisque par le retrait lignager on peut retirer tout immeuble tandis que par le système du cumul, la légitime tout en ayant l'air de ne porter que sur les propres garantit aussi bien les acquêts immeubles, justement dans le cas le plus nécessaire, quand ils sont bien plus considérables que les propres. Enfin, cette légitime est accordée à tous les collatéraux et elle s'applique aux actes de dispositions tant entre-vifs que testamentaires. Si la quotité disponible semble plus large en Saintonge $\frac{1}{3}$ au lieu du $\frac{1}{5}$, en réalité elle ne donne pas plus de liberté au père de famille que la Coutume de Paris, même moins, puisqu'il doit laisser les $\frac{2}{3}$ de ses immeubles à ses collatéraux.

Nous voudrions un peu insister sur le caractère de cette légitime. On peut y voir, un compromis, une transaction entre le système romain et le système coutumier, mieux que cela une institution réunissant les deux traits caractéristiques de la légitime et de la réserve, produisant sous un seul nom les effets des deux, une Légitime-Réserve. Très semblable à la réserve de notre Code qui sous le nom unique de Réserve a beaucoup des effets de la légitime romaine. Il serait puéril en effet de nier l'influence romaine sur la légitime Saintongeaise. Mais il serait peut-être aussi

inexact de lui attribuer une importance trop considérable. Cette conception en effet ne permet pas d'expliquer l'application du retrait lignager à tous les immeubles : ce qui est contraire au droit Romain qui ne le reconnaît pas, et au droit purement Coutumier qui ne l'admet que pour les propres. On peut répondre que l'influence romaine a été de pousser à l'unité du patrimoine et de faire tomber toute distinction entre les propres et les acquêts immeubles, de façon qu'on les traitât de semblable façon. Oui, mais pourquoi leur appliquer un système anormal, mal commode, réactionnaire, le retrait lignager. Puis comment appliquer ce raisonnement aux Coutumes qui admettent le système de celles de Saintonge et qui cependant n'ont subi que très superficiellement l'influence des pays de droit écrit ?

Les raisons sont plus profondes : nous l'avons, vu la dissolution des communautés patriarcales a été complète dans les vallées de la Loire et de la Charente par suite du groupement par clans, et de la culture de la vigne. Chaque famille s'est établie séparément partageant également à la mort du *de cujus* les biens qu'il laissait ; dans un tel état social, où l'autorité paternelle est éphémère, la notion du propre tel que le conçoivent les familles patriarcales, tel que le concevront certains Germains à leur arrivée en Europe, n'existe plus. On n'y voit pas un bien d'une espèce particulière, sacré en quelque sorte, le bien de famille qui doit y rester et qui crée, entre les membres de cette famille, des droits et des obligations. Ce sont des sentiments inconnus de nos Saintongeais, ils n'y voient qu'un bien précieux de sa nature et qu'il y a intérêt à conserver, mais uniquement

parce que c'est un immeuble, et que les immeubles composent à cette époque la principale richesse. Mais d'un autre côté les sentiments, communautaires de devoirs de famille sont restés encore très forts par certains points à cause des prairies et des forêts que l'on exploite en commun, et ils poussent à une réserve très forte, mais plus générale, en faveur de tous les collatéraux, de tous les « gentiles » qui composaient le fonds du clan et qui portera non plus seulement sur les propres, on ne les distingue plus suffisamment des acquêts, mais sur tous les immeubles que l'on a pareil intérêt à conserver. Le retrait lignager n'est que la sanction de cette règle pour les aliénations à titre onéreux.

Maintenant, il faut évidemment voir dans cette théorie des propres et du retrait lignager un apport de l'élément Germain. Etant données les conditions sociales de nos Sain tongeais, et les diverses influences qu'ils ont subies et qui tendaient toutes en sens contraire, jamais ils ne seraient revenus à cette notion du propre dérivée de l'ancienne co-propriété familiale dont le souvenir doit être, pour être efficace, tout récent. L'influence franque a été suffisante pour répandre ces idées, ces systèmes légaux plutôt, au-delà de la Loire. Mais tout ce travail en est la preuve, ils ont été transformés par les conditions particulières du milieu, qui a étendu, élargi leur notion un peu étroite du devoir de famille. Le droit Romain a eu son influence sur cette transformation, mais elle n'a pas été dominante sans cela nous ne trouverions pas, comme nous allons le faire tout à l'heure, une identité absolue sur ces points caractéristiques entre notre pays et

ceux de la Vallée de la Loire. Il faut enfin que l'influence du milieu ait produit les effets que nous lui reconnaissons, sans cela il n'est pas possible d'expliquer les différences qui existent entre le droit de notre pays et celui de la Coutume de Paris.

En dernière analyse donc nos institutions nous paraissent être du droit germain modifié par des conditions particulières à la Saintonge.

§ 2. — Comment on en peut disposer

Mais à l'aide de quels procédés disposer de cette portion de biens laissés libres par notre droit. Par donation et par testament disent tout simplement l'Usance et la Coutume, mais sur la forme et la valeur de ces actes, l'une et l'autre sont muettes. Les renseignements fournis par les premiers commentateurs Béchet et Maichin, sont des plus succincts, il faut arriver à Dusault pour trouver une théorie un peu suivie, mais son ouvrage est relativement récent, et nous voilà sans renseignements pour la période antérieure. Il y avait toute une jurisprudence un peu flottante, toute une série de procédés empruntés partie au droit Romain, partie au droit Coutumier, que ne reflètent pas les ouvrages de nos auteurs des praticiens pourtant, et qu'il eût été intéressant de connaître.

La raison de l'omission de nos auteurs, nous la voyons

en ce que leurs œuvres sont le commentaire de coutumes spéciales, d'usages particuliers ; ils ne croient pas devoir s'expliquer sur les parties générales du droit qu'ils supposent connues de tous. Les testaments et surtout les donataires objets de nombreuses ordonnances royales, soumises aux arrêts de réglemens du Parlement de Bordeaux, ils ne trouvent pas nécessaire d'en faire une étude spéciale dans le droit particulier d'une petite province. Les imitant sur ce point nous serons nous aussi assez bref sur cette partie du droit, peu originale, et où le droit saintongeais n'est qu'un reflet du Droit Romain (pour les testaments) ou un reflet du Droit Royal (pour les donations).

Nous avons cependant pensé qu'il était intéressant de rechercher comment ces actes se passaient dans la pratique, et nous donnerons quelques types de donations et de testaments saintongais. Leur étude est intéressante au point de vue de la marche du droit dans notre pays.

Dusault nous dit que les donations étaient régies par les ordonnances de 1539 et de 1649. Rien de particulier par conséquent sur la capacité des parties contractantes, la forme ou l'effet de l'acte. Il nous semble inutile de refaire un exposé ou un historique souvent et bien plus complètement fait.

Pour les donations entre époux le système admis était le Romain : défendues en principe, si elles n'étaient pas mutuelles, cependant elles étaient confirmées par le décès du donateur.

Les donations à cause de mort étaient fréquentes nous disent les commentateurs. Elles nécessitaient la présence

de 5 témoins. Celle du donataire était ainsi exigée sans qu'il fût tenu cependant d'accepter expressément.

Un grand nombre de testaments était en usage : testaments mystiques ou secrets, testaments olographes. Nous passerons rapidement sur ces matières qui ne présentent aucune particularité dans notre pays.

On dispensait de toute formalité le testament du père à ses enfants ; en quelque forme que ce fut manifestée la volonté paternelle, elle était obligatoire pour les enfants. Mais sauf cette dérogation, ainsi que dans la Coutume de Paris on ne recevait pas les testaments nuncupatifs qui cependant étaient considérés comme valables dans le ressort du parlement de Toulouse.

Les testaments mutuels étaient admis, mais ils n'avaient pas entièrement le même effet que dans la Coutume de Paris. En effet dans cette dernière ils liaient entièrement le testateur survivant ayant profité du testament. Il ne pouvait plus dorénavant en faire un nouveau. Ici l'on distingue (Jurisprudence du parlement de Bordeaux) si le testament mutuel a été fait par un père ou une mère ayant des enfants et dans ce cas le survivant qui l'a exécuté et en a profité n'en peut faire d'autre, ou si le prédécédé n'a pas d'enfants. Alors le survivant reprend sa liberté, même s'il a profité du testament mutuel. On le voit l'influence romaine se fait très fortement sentir. Dans la Coutume de Paris on admet facilement que par convention on puisse renoncer à la liberté testimoniale, ici on en fait un bien plus grand cas. Et si on y fait échec à cause de l'intérêt des enfants du prédécédé qui ont réellement un droit acquis sur les biens du

survivant, ce n'est, semble-t-il, qu'avec regret, et l'intérêt d'héritiers collatéraux ou d'ascendants ne paraît pas suffisant pour en décider de même à leur égard.

Pour les codicilles on suivait le droit écrit. Ils nécessitaient la présence de cinq témoins. Leur grande différence avec les testaments, c'est nous le savons, qu'on ne peut pas y instituer d'héritiers.

Quant aux personnes capables de recevoir, cela n'a pas beaucoup varié depuis le XVI^e siècle : Ce sont les tuteurs, les curateurs, les médecins, les avocats, les juges, les procureurs. Pour les religieux, l'édit de rétablissement des Jésuites, art. 5, vérifié au Parlement de Paris, en 1604, portait qu'après 5 ans d'habits en la religion, il leur était défendu de succéder. L'ordonnance d'Orléans, art. 19, et de Blois, art. 28, leur défendait « sur le point de la profession ou avant », de donner ni léguer aucun de leurs biens à leur monastère. Ces ordonnances n'étaient pas strictement observées dans le ressort du Parlement de Bordeaux. « J'ai vu, dit Béchet, un fils de M. Jean Chasseloup, avocat de cette ville de Saintes, lequel ayant fait une donation au couvent des Minimes de Bordeaux où il a fait une profession religieuse, ses héritiers après avoir souffert quelques procédures et consulté soigneusement, ont été nécessités de composer à l'amiable. Ils furent traités assez doucement ores qu'ils fussent de créance contraire. »

Comme types de donations nous en donnons trois de différentes époques. La forme en est intéressante car elle est des plus simples et sans aucune de ses règles un peu gênantes qui furent introduites plus tard. Elles sont ré-

duites à ce qu'il y a d'essentiel et aussi de logique. C'est le donateur qui parle, il annonce purement et simplement les biens qu'il donne et ses déclarations sont signées par les témoins. Nulle trace de l'obligation si importante dans la suite de l'acceptation, nulle trace non plus du dessaisissement immédiat du donateur. Bien mieux, dans l'une d'elle nous voyons les donateurs se réserver certains droits sur les biens donnés. — Ces donations sont en général faites en faveur de monastères, du moins celles qui nous sont parvenues. Mais le soin avec lequel les archives de ces monastères étaient gardées peut faire illusion sur leur fréquence. Il est possible que celles en faveur des particuliers aient été également nombreuses, mais qu'elles ne nous soient pas parvenues.

La première est de 1085 environ. Un certain Constantin-Gras, chevalier de Pons, y fait don en pleine propriété à une abbaye de Saint-Florent, près Saumur, de tout ce qu'il possède à Tesson, c'est-à-dire l'église qu'il a fait construire, avec ses bois, terres, vilains et dimes. (Le servage existait à cette époque en Saintonge par conséquent).

« Ego Constantinus nomine, cognamento Crassus nobilis miles de Castello Pontis certissimo hujus scedule litterarum indiculo omnibus legentibus vel audientibus significo quod pro adipiscendo eterne salutis compendio et animarum parentum meorum Roberti videlicet et Gaudredi, etc.... concedo sancto Martino, sancto que Florentio Salmurenti et Monachis ejus quidquid habeo vel habere videor in Tecione : ecclesiam videlicet de nomine sancti Gregorii pape dictam et ad hoc a me edificatam et boscum

et terram planam et terragium et decimam et villanos et census et redibitiones, libere et absolute. Verum quia bone cause plura, quo robustius prestet, testimoniorum suffragia conveniunt, monachorum meo que submisso admonitu atque precatu huic nostre concessionni comitum. Guidonis scilicet atque Guilhelmi filii ejus magne indolis pueri, et nobilium virorum qui eorum lateribus adherebant obtutibus prerogativa adtipulatur.

Suivent les noms des témoins.

La deuxième est de 1092, Hélié de Didonne (Saint-Georges-de-Didonne, près Royan) y fait donation à des moines des environs, de « *nostro libero allodio* » situé près de Royan. Pour plus de prudence il fait concourir à l'acte sa femme et ses enfants, la voici :

« *In nomine domini...*

Ego Helias de Didonia, cum uxore mea Anicia et filius Galtero, Gifardo et Helia pro salute... donamus de nostro libero allodio, ecclesiæ sanctæ Mariæ quæ est in salva Majori, donamus itaque apud Castellum nomine Rugianum locum ubi faciant monachi ecclésiâ et officinas et hortum... Actum est hoc, anno ab incarnatione Domini Millesimo nonagesimo secundo... », suivent les noms des donateurs, de leurs fils et des témoins.

La troisième est de 1322. C'est la donation par Jean Pepin et Jeanne Forêt sa femme, à l'abbaye de Montierneuf de leur personne et de leurs biens, sauf réserve d'une sorte de droit d'usufruit :

« *Nos tamen Iohannes et Iohanna conjuges predicti debemus omnia bona predicta indeteriorata tenere quamdiu*

vixerimus, et pacifice possidere, et facere fructus nostros, non tamen quasi dominus vel domina, sed ut custos fideliter, a dictis monachis et fratribus deputatus ut inde vite nostrae necessaria capiamus et habeamus prout equum fuerit et honestum. »

Les testaments sont plus intéressants et comme forme et comme fond. Ils sont, en général, fort bien écrits et animés d'un souffle puissant. Tel est, par exemple, celui de dame Julienne de Thérac, veuve de Hugues de Pontac, il est de 1056. On en remarquera la forme vraiment élégante, et le latin presque classique qui fait honneur au religieux qui l'a écrit. Il ne contient point d'institution d'héritier, l'influence romaine ne se fait pas encore sentir.

« In nomine Patris et Filii et Spiritus sancti, Amen. Universis Christi fidelibus, tam presentibus quam futuris, notum sit, quod ego Juliana de Teraco compos mentis, gravi tamen morbo in lecto detenta sciens me morituram, sed formidabile mortis momentum nesciens, tremendi que judicii diem metuens pro salute animæ meæ et mariti mei Hugonis de Potaco, equitis, testamentum et ultimæ deliberationis instrumentum in forma subsequenda facere decrevi, ne voti solutionem interitus præveniat.

Primo animam meam Deo salvatori meo angelis et omnibus ejus Sanctis commendo, maxime beatæ Mariæ virginis, quam totis præcordiis causam meam coram judicem sustinere ac defendere exoro, pro emendatione malorum operum quæ afflatu et instinctu diaboli magna perversitate perpetravi, et pro prosperitate carissimæ Reginaldi de Pontaco, filii mei unigeniti, ego : cœnobissanti Utro-

prii; ad Xantones, omne jus meum mensuræ majorum et minorum vini et olei vasorum in burgo dicti Sancti Eutropii, cum centum solidis monetæ currentis censu perpetuo, quo frui soleo e redditibus vigeriæ Xantonum a fratre meo Guidione de Teraco concesso in supplementum hæreditariæ portionis, sub onere tamen missæ celebrandæ ad altare Sancti Benedicti in Ecclesiæ dicti Sancti Eutropii. Item en mea parcimonia et propria pecuniæ comparatione dono centum libras dictæ monetæ dicto cœnobio et monachis inibi Deum servientibus pro sepultura corporis mei et funebri sumptu. . . .

Elle confie ensuite la garde de son fils à son frère : dicto Guidoni germano.

...Illud equidem factum fuit præsenlibus Jacobo de Rupesforti, Xantonicae urbis præposito, Guidione de Teraco, equite, Pontio, dicti sancti Eutropii subpriori, et multis aliis pridie Kalendarum Februarii anno incarnationis Verbi MLVI, regnante Henrico rege Francorum feliciter, et me Maingodo Fulcario Clerico Xantonensis diocesis imperiali auctoritate. »

Il faut arriver à la fin du XIII^e siècle et au commencement du XIV^e siècle pour trouver l'institution d'héritier. Nous avons déjà donné, au début de ce chapitre, un testament de 1295 contenant institution d'héritier. A partir du XIV^e siècle, ils deviennent fréquent et la clause est de style. Mais elle n'est pas encore justifiée en quelque sorte, il faut attendre quelques années, et alors nous lisons dans nos testaments comme dans les Institutes : « *verum cum heredis institutio est caput et fundamentum totius testa-*

menti..., » On voit degré par degré les progrès réalisés par le Droit romain dans notre pays.

En effet, dans un testament de 1340 après les invocations et les legs ordinaires le testateur dit :

« *Verum cum heredis institutio sit caput et fundamentum cujuslibet testamenti idcirco heredem meum instituo jure Gombaudo filium meum in omnibus bonis meis de quibus inferius ordinabo Item lego Roberto, filio meo jure institutionis et pro appanamento suo triginta libras rendales...* »

C'est un vrai testament romain. Même institution d'héritier dans le testament de Geoffroy de Rabaine, seigneur de Pisani (1353). Après les invocations ordinaires il porte : « *Cum heredis institutio sit caput et fundamentum cujuslibet testamenti, ideo instituo...* » la clause est devenue de style.

Il serait fastidieux d'analyser un plus grand nombre de ces testaments. Nous en citerons cependant encore deux. Le premier parce qu'il est écrit en langue française, nous allons dire en langue vulgaire ; il montre qu'à une époque où les gentilshommes, d'après certains historiens, se vantaient de leur ignorance, il y en avait qui maniaient encore pas mal la plume ; le deuxième parce que c'est celui d'un auteur dont nous avons souvent parlé, Maichin, et qu'il éclaire sa physionomie :

1400. Testament de Jean de Clermont, vicomte d'Aunay (Saint-Jean-d'Angély) :

« En nom de Dieu. Je Johan de Clermont, vicomte d'Aunay, sain en pensée, jaoit que je soye malade en corps,

foys et ordonne mon testament ou dernière volonté en la manière qui suit :

Premièrement je recomans mon âme à Dieu et à la celestialieu compagnie du Paradis..... Legs pieux :

Item je fais et ordonne Loise de Clermont ma fille mon héritière seule et par le tout en tous mes biens quelconques, excepte ceulx dont je ordonne en ce mien testament, et veult et ordonne que ma très chère femme expouse Helienor de Perregord soit tutresse, administresse de ma dite fille, etc.....

En témoin desquelles choses j'ai donné ce mien testament ou dernière volonté scellé à ma requête du sceel établi au contraiz en la ville St-Johan d'Angély pour le roy notre Seigneur. »

Noms des témoins, (9) dont un clerc frère Johan Liron frère des Carmes d'Aunay.

1661. Testament d'Armand Maichin (St-Jean-d'Angély).

« Au nom du père, du fils et du Saint-Esprit amen. Je Armand Maichin, escuyer, conseiller du Roy, lieutenant particulier, civil et criminel en la Sénéchaussée de Saintonge au siège royal de la présente ville de Saint-Jean-d'Angély, y demeurant, estant par la grâce de Dieu sain d'esprit, mémoire et entendement, considérant qu'il convient à tous mourir, que le jour et l'heure de la mort nous est incertain... ay fait mon présent testament et ordonnance de dernière volonté en la forme et manière qui s'ensuit :

.

Et disposant des biens qu'il a pleu à Dieu de me départir en ce monde, j'ay donné et donne à damoiselle Anne

Legendre ma femme, tous et chacun de mes biens meubles effets et droits mobiliers, noms raysons et actions rescendantes et rescisoires acquêts et conquêts immeubles, et oultre la tierce partie de mon patrymoine et ancien héritage, ou l'usuffruit du total de mon dit patrymoine pendant le cours de sa vie au choix de mes héritiers ci-après dénommés et escripts. Les dites donations des dits meubles, acquêts et conquêts et tierce partie de mon patrymoine et mesme en disposer de tous droits de pleine et entière propriété à vie et à mort sans nul contredit en faveur de tel de nos enfants nés et à naître que bon lui semblera, et en faveur de celui qui lui sera le plus obéissant sans que néanmoins elle puisse disposer des choses ci-dessus données en faveur d'aucune personne étrangère, sinon en cas de prédécès de tous nos enfants nés et à naître sans laquelle condition expresse je n'aurais pas fait cette donation. Je veux et entend aussi que ma dite femme, dès le moment de mon décès soit et demeure saisye et nantie de tous les biens qui m'appartenaient, sans qu'elle soit tenue *et obligée d'en prendre la possession de la main* d'un tiers, ny la demander à justice, et sans que mesdits héritiers cy dessous dénommés la puissent obliger de leur requérir ladite ordonnance des choses données. Et en regard des deux tiers de mes biens patrimoniaux j'institue pour me succéder en iceux : Charles-Claude, Louis, Suzanne, Beninne, Jean-Armand, Benjamin Charles-Auguste, Henry, Daniel et notre petite fille qui n'est pas encore baptisée... »

Suivent des dispositions pour sa charge et ses papiers qui doivent appartenir à son fils aîné....

Nous voulons tirer les conclusions suivantes de la rapide revue que nous venons faire de la transformation des testaments saintongeais. Au début les testaments comme les donations du reste ne sont que des actes pieux favorisés par l'Eglise et souvent constatés par ses officiers. Ils sont régis par le droit Canonique auquel viennent se mêler de vagues influences de droit local. Celle du droit Romain, du moins du droit Romain classique, n'arrive que plus tard à la fin du XIII^e siècle et va sans cesse grandissante, refoulant peu à peu le vieux droit local. Nous avons assisté à son triomphe, mais sa victoire même est une preuve de la longue éclipse qu'il subit au moyen-âge.

Les donations et les testaments pour être les modes normaux employés pour disposer de ses biens n'étaient pas les seules. Dans la Coutume de Paris il y avait toute une série de procédés indirects très usités et servant à faire échec à la règle « institution d'héritier n'a lieu » soit en modifiant l'émolument héréditaire soit même en changeant l'ordre légal de dévolution des biens.

C'étaient : l'exhérédation pour des causes nombreuses, les rappels à succession, l'Institution contractuelle, la renonciation à succession future, les substitutions, etc...

Que dans notre province ces demi-mesures fussent permises cela n'est point surprenant. Pourquoi empêcher de faire indirectement ce que la loi permettait de faire directement mais pour cette raison-là justement leur importance était moins grande. Aussi nos auteurs n'en parlent-ils que d'une façon tout-à-fait mordante. Nous n'insisterons

pas sur ce point, en effet, dans notre pays ces institutions ont le même caractère que dans la Coutume de Paris.

Nous dirons deux mots de l'institution contractuelle. On peut nous dit Dusault « instituer un héritier par le contrat en le mariant, l'institution est même irrévocable entre nobles, mais non entre roturiers ; si elle n'a pas été révoquée, elle subsiste, c'est l'usage du parlement de Bordeaux. » Nous avons déjà trouvé un exemple de cette particularité à propos des libéralités permises au père en faveur de ses enfants.

« M. Jean Brochard sieur du Pignaud et damoiselle Marie Legendre sa femme ayant marié damoiselle Marie Brochard leur fille », lui avaient constitué une dot nous l'avons vu avec promesse de ne pas avantager son frère. Ils ne tinrent pas compte de cette promesse et nous vîmes que son mari Jean Pitard attaqua cette donation non pas comme contraire à l'espèce d'institution contractuelle contenue dans le contrat de mariage, mais comme contraire à la Coutume qui ne permettait pas d'après lui avantager un des enfants au détriment des autres. Nous n'insisterons pas davantage sur ces procédés indirects qui n'offrent rien de particulier dans notre droit et sur lesquels nos auteurs sont des plus brefs.

CHAPITRE IV

Origine du droit Saintongeais

Nous allons maintenant essayer de rechercher plus intimement les origines de notre droit Saintongeais, de déterminer les éléments dont il est le produit. Nous avons déjà et à maintes reprises signalé l'importance de l'apport romain. A ce point de vue une grave question se posait : dans notre province le droit romain avait-il reculé devant le droit Coutumier ou était-ce le contraire. En un mot le droit que nous venons d'étudier était-il du droit Coutumier modifié par le droit romain, ou au contraire du droit Romain modifié par le droit coutumier. L'étude des testaments et de certains points spéciaux notamment le retour successoral, nous ont permis d'adopter la première solution. L'influence Romaine ne s'est produite que tardivement lors de la renaissance générale des études de droit Romain. Nous voudrions aussi rattacher notre droit à celui des Coutumes voisines car il est assez évident que dans ses traits géné-

raux il n'est pas originaire de notre petite province, qu'il n'y est pas né un jour de toutes pièces et que d'autre part nous l'avons vu, il présente des points qui ne permettent pas de l'identifier avec celui de la Coutume de Paris.

Or, de l'avis de nombreux jurisconsultes et nous en avons déjà et à maintes reprises signalé des exemples au passage, le droit de notre province présente de très grandes analogies avec le droit des pays situés dans le bassin de la Loire. Il y a toute une série de dispositions très particulières communes à notre pays et aux coutumes du Maine, Anjou, Touraine, Blois, Loudunois, Poitou, Angoumois que l'on ne retrouve point dans la Coutume de Paris.

Ceci n'avait point échappé à Klimrath qui le premier soumit l'étude de l'ancien droit à une analyse vraiment méthodique. Parlant des divers systèmes de réserve il dira (1) :

« Un troisième système en vigueur dans la Champagne le Vermandois d'une part et de l'autre dans la Bretagne, la Normandie, le Maine, l'Anjou, la Touraine, le Loudunois, le Poitou, l'Aunis, la Saintonge et l'Agoumois fixe la réserve aux $\frac{2}{3}$ généralement. »

Plus loin pour le retrait lignager, il reconnaîtra que certaines coutumes « admettent la faculté de retirer tous les immeubles sans distinction de propres ni d'acquêts », et ce sont toujours les mêmes coutumes.

Ces traits de ressemblances avaient vivement frappé M. Laferrière et dans son traité de droit français il établit entre ces coutumes les traits communs suivants :

(1) Klimrath. — Etudes sur l'histoire de droit. p. 305, 2.

1^o Parage.

2^c Douaire au 1/3 entre nobles.

3^o Egalité absolue dans les partages de succession, des biens propres entre enfants roturiers.

4^o La tierce-foi ou partage noble des fiefs acquis par un roturier après. trois transmissions héréditaires et trois hommages successifs.

5^o Réserve du 2/3 tant contre les donations que contre les testaments.

M. Viollet, (Institution Saint-Louis, l. I. p. 123) constate « pour les successions égalité parfaite dans les familles roturières, droit d'ainesse variable ». Nous avons remarqué pour le premier point tout au moins qu'il en était ainsi dans l'ancien droit Saintongeais, et que lors de la rédaction de la Coutume de Saint-Jean-d'Angély, l'ancienne prohibition du père d'avantager ses enfants existait encore.

Cette égalité parfaite se retrouve dans le droit des vieilles Coutumes de Maine-Anjou, publiées par M. Beauteemps-Beaupré : n^o 100 du texte n^o A. t. I.

« Quand homme Coutumier a enfants, soient fils ou filles, autant à l'un comme à l'autre des biens du père et de la mère, et aussi des meubles et des conquêts et achats si ils les ont.... »

De même de la quotité de la réserve : T. II, 853. Coutumes de l'Anjou.

« Si aucun fait tant de legs en son testament que une part de son patrimoine ne demeure à son hoir, il en sera détraict tant que à son hoir demoura *les deux parts* s'il est noble, et au surplus, tiendra le legs par la Coutume et peut *don-*

ner tous ses acquêts puisqu'il a patremoine et tous ses meubles. Et s'il est Coutumier, il ne peut donner que la moitié de ses héritages, voire de estrangers et non pas à aucun de ses enfants, car il ne peut améliorer ni avancer l'un plus que l'autre. »

854. « Si aucunes personnes n'ont que *conquêts*, ils n'en peuvent donner par testament que le *tiers* s'ils sont nobles, et s'ils sont coutumiers, ils n'en peuvent donner que la *moitié*, car le résidu doit demeurer pour patrimoine et tant au regard des nobles que des coutumiers. »

Système très voisin, on le voit, dans son essence, de celui de notre coutume. Enfin, il n'y a pas jusqu'à ce droit d'usufruit marital si curieux, dit « de curtesy of england », qui ne se retrouve en Maine-Anjou :

« Il est usage en Anjou que home tient les héritages de sa fame puisqu'il a eu heir qui ait crié et brait. »

Nous croyons inutile de pousser plus loin l'examen des traits de ressemblances indéniables entre ces provinces et la nôtre. Mais comment les expliquer ?

La raison en serait due, d'après M. Laferrière, aux Etablissements de Saint-Louis dont l'influence fut considérable au moyen-âge : Œuvre d'un prince vénéré, ils auraient joui tant à cause de leur caractère législatif que de leur supériorité relative d'une si grande célébrité que les droits locaux se seraient modelés à leur image, surtout dans les provinces dépendant du domaine royal.

Cet essai d'explication n'a plus guère cours aujourd'hui. M. Laferrière, en établissant son système, avait ignoré certains manuscrits, il en avait mal interprété d'autres ;

aussi, sa théorie est-elle plutôt durement traitée à l'heure actuelle, trop même, car elle a le mérite d'être un des premiers essais d'explication. Un très fort coup lui fut porté par M. Viollet dans ses *Etablissements de Saint-Louis*. Une grande partie du système reposait sur le caractère législatif de ce dernier manuscrit ; or, il paraît aujourd'hui démontré qu'ils n'ont jamais eu ce caractère : « Une longue enquête m'a permis de constater, dit M. Viollet, que cet ouvrage copié sur deux ordonnances de Saint-Louis, une coutume de Touraine-Anjou et une coutume orléanaise et d'ailleurs dépourvu de tout caractère officiel, aurait été lu dans presque toute la France coutumière, en Bretagne, en Poitou, en Champagne, dans le Beauvaisis, en Artois. . . . »

Mais le principal défaut du système de M. Laferrière était à notre avis de ne rien appliquer du tout. Peut-être aussi ne comprenons-nous pas la question de la même façon : Un fait est certain, le succès considérable du livre à une époque donnée. Mais tandis que M. Laferrière donne à entendre que ce succès explique les ressemblances des coutumes des provinces qui l'ont lu ; nous, nous croirions volontiers au contraire que le livre n'eut tout le succès qu'on lui attribue que justement parce qu'il était la reproduction écrite, sauf des variantes de détail, du droit de ces provinces. Il a eu l'immense avantage à une époque où les livres juridiques étaient rares, d'exprimer par écrit des coutumes communes. Il s'est passé pour lui le phénomène que nous avons vu en petit en Saintonge avec l'ouvrage de Béchet, et qui s'était produit en grand en Angleterre avec

la « *Tractatus de legibus angliae* » de Glanville. Les hommes sont naturellement attachés à leurs usages et ce serait mal connaître, croyons-nous, l'évolution et la formation du droit, que de penser que parce qu'ils étaient supérieurs aux institutions en cours, les Etablissements de Saint-Louis allaient être partout adoptés avec enthousiasme (leur supériorité du reste n'est pas très démontrée, ils sont différents et voilà tout). On peut bien arguer en sens inverse de la rapide propagation des Etablissements de Rouen, au moyen-âge. Oui, mais les conditions étaient différentes. Ils s'appliquent à des villes, ils réglementent surtout des points de droit public, enfin ils sont des concessions de l'autorité publique et à des villes ayant subi à peu près les mêmes influences : la domination des rois d'Angleterre.

A notre avis donc le succès des Etablissements de Saint-Louis dans certaines provinces s'explique surtout par les traits communs que présentaient ces provinces dans leurs coutumes juridiques.

Ils ne seraient suivant nous que la reproduction écrite d'un système de droit commun aux pays des vallées de la Loire et de la Charente. Et notre opinion trouve un appui très ferme dans les récents travaux qui ont restitué à ces « Etablissements » leur véritable caractère juridique. Maintenant qu'il est démontré qu'ils ne sont que la reproduction d'anciens usages dont on a même retrouvé de plus anciens manuscrits ; il peut paraître inutile de discuter une théorie qui prend l'effet pour la cause. — Il serait cependant également inexact de prétendre que la rédaction de ces usages n'a eu aucune influence sur les pays où ils étaient lus.

Dans ces affaires il y a toujours action et réaction, mais il ne faut pas attribuer trop d'importance à certains faits au détriment des autres.

Maintenant comment expliquer l'identité du droit de ces provinces qui ont souvent l'air d'être assez différentes entre elles. — Elles s'expliquent par leurs profondes ressemblances sociales :

Ce sont deux vallées et deux vallées très riches en herbe. Aujourd'hui sous l'influence d'une culture maraîchère très développée, favorisée par la douceur du climat, les prairies ont pu disparaître en partie de la Vallée de la Loire. Mais au moyen âge elles étaient importantes. Elles furent appropriées par les Celtes comme celles de la Saintonge, et dans les Etablissements de Saint-Louis, comme dans Béchet, nous trouvons même mode d'exploitation de l'herbe. « Pour les prairies, dit Béchet, les détenteurs ne sont pas propriétaires en pleine propriété, mais seulement à l'effet d'y prendre la première herbe ». C'est encore le système admis aujourd'hui. Il en est de même dans la Vallée de la Loire et de ses affluents, et on peut se rendre compte par le récit mouvementé qu'en fait M. Ardouin-Dumazet, « dans ses voyages en France » de la façon dont on a reçu ceux qui voulaient appliquer la loi récente supprimant la *Vaine Pâturage*.

Ensuite la vigne est devenue dominante sur les coteaux qui bordent la Loire comme sur ceux de la Charente. Elle y a produit les mêmes résultats. Enfin politiquement ces vallées ont été soumises aux mêmes influences rien de sur-

prenant donc de trouver des ressemblances entre les coutumes qui les régissent.

Mais il y a aussi entre elles certaines différences. Elles ne sont pas non plus très difficiles à expliquer. Par sa situation géographique la vallée de la Loire était exposée à subir plus profondément que celle de la Charente, l'influence franque, aussi nous y voyons se maintenir le principe que la succession ne peut être testamentaire. Tandis au contraire qu'en Saintonge, tant à cause de la situation géographique plus voisine du pays de droit écrit que d'une romanisation plus forte, le principe contraire triomphe et le propre joue un rôle plus effacé.

Cependant le droit Romain n'a pu triompher nous l'avons vu des principes coutumiers qu'après une lutte longue et acharnée. Tout ceci nous l'avons montré en temps et lieu, mais nous voudrions en terminant cette étude dégager le point vraiment intéressant de cette thèse, et dont l'intérêt dépasse le cadre volontairement étroit de cette monographie.

C'est que les éléments celtiques ont joué un rôle bien plus important qu'on n'a l'habitude de le reconnaître d'ordinaire dans la formation du droit au moyen-âge. Sans doute, ces usages ne sont pas restés à l'état de coutume rédigée, qu'il est possible de saisir matériellement, d'isoler en quelque sorte bien nettement, mais ils ont puissamment agi en modifiant par l'état social résultant des anciens clans Celtes, les institutions qui, avec les Francs, avaient passé la Loire.

La méthode, que nous avons suivie, nous a permis d'étudier, sur un point donné que nous connaissons bien, les diverses influences qui pouvaient se produire, et dans la

mesure du possible de déterminer, la réaction de ces influences les unes sur les autres. Le résultat a été de bien montrer que certaines particularités de ce droit ne pouvaient s'expliquer sans faire appel aux traditions celtiques. — Et nous croyons que notre méthode nous a permis de le faire en diminuant certaines chances d'erreur.

Vu :
Le Président,
GLASSON.

Vu :
Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	5
CHAPITRE I. — La Saintonge, sa situation géographique. — Etendue d'application de son droit.....	10
CHAPITRE II. — Des successions ab intestat.	37
CHAPITRE III. — Successions testamentaires.....	77
CHAPITRE IV. — Origine du droit Saintongeais.... ..	116

